DOSSIER

# 11 SEPTEMBRE : LE CANCER DU DOUTE

*« La guerre menée par le terrorisme contre ses adversaires déclarés est tout à fait invraisemblable. Pour être crédible, cette histoire exigerait triplement et simultanément une excessive stupidité des terroristes, une incompétence extravagante des services policiers, et une folle irresponsabilité des médias. Cette invraisemblance est telle qu'il est impossible d'admettre que le terrorisme soit réellement ce qu'il prétend être. »*

*Michel Bounan,*
*Logique du terrorisme*

Dans un petit ouvrage salutaire intitulé *Principes élémentaires de propagande de guerre*, l'historienne Anne Morelli recommande, innombrables exemples à l'appui, de pratiquer avec assiduité le doute systématique face à toute communication gouvernementale, que ce soit en temps de guerre froide, chaude ou tiède. Après les attentats du 11 septembre 2001, qui ont suscité de la part de l'Occident, et des États-Unis en particulier, une déclaration de guerre indéfinie et sans fin contre le terrorisme, cette dernière notion prend d'ailleurs tout son sens. Comment nier que c'est bien dans une communication de guerre, et par conséquent dans la propagande, que les autorités états-uniennes ont versé dès le jour des attentats ? On se souvient peu aujourd'hui que dans le sillage du 11-Septembre, le ministre de la Défense Donald Rumsfeld avait créé un « Office of Strategic Influence » [1] ouvertement chargé de concevoir et diffuser une propagande de guerre qui donnerait l'avantage aux États-Unis dans leur 'guerre contre le terrorisme'.

Cependant, dans le cas du 11-Septembre, bien plus qu'un devoir ou une nécessité, le doute s'est très vite imposé comme une évidence, tant l'ensemble des aspects de cet événement historique a été de nature à susciter la suspicion. Que cette tragédie, au-delà du choc qu'elle infligeait à une nation, soit tombée à pic pour une partie de ses dirigeants, personne n'en doute encore réellement. La direction qu'a prise la politique internationale des États-Unis après le 11-Septembre ressemblait trait pour trait à ce que les poids lourds de la future administration Bush avaient esquissé dans le cadre du *Project for the New American Century* [2]. Mieux, les guerres qui ont résulté des attentats étaient souhaitées, voire préparées, bien avant l'événement, comme le souligne Paul Lannoye dans son article. Mais de là à penser que ces mêmes dirigeants auraient laissé faire, favorisé, voire en partie organisé ce crime spectaculaire, il y a un pas douloureux, qu'il convient de bien considérer avant d'éventuellement se décider à le franchir.

En effet, les implications d'un tel scénario seraient tellement vertigineuses qu'elles incitent certains, consciemment ou non, à refuser tout net de simplement l'envisager. Sans tirer de conclusions hâtives, il est utile de soupeser les implications possibles et de les évaluer, tel le scientifique qui formule des hypothèses, valide celles qui se vérifient et invalide les autres pour construire un modèle théorique.

Si vraiment une partie du pouvoir états-unien a trempé dans cette abomination, tous les beaux discours sur l'exportation de la démocratie et la lutte contre les dictateurs seraient réduits à des bobards à géométrie variable qui cachent mal une soif de pétrole et de domination géopolitique. Mais ça, on commençait à s'en douter, même sans l'éclairage du 11-Septembre.

Par contre, cela pourrait en outre signifier que les États-Unis ont besoin d'ennemis pour perpétuer leur domination et justifier le modèle qui la sous-tend, et que partagent leurs nombreux alliés, en particulier au sein de l'OTAN. Cela impliquerait également que la démocratie telle que nous la connaissons est profondément viciée, et qu'un théâtre qui joue avec nos vies serait mis en scène par des intérêts hors de tout contrôle. Ultimement, cela signifierait que ceux vers lesquels nous nous tournons instinctivement pour notre sécurité en cas de détresse, nos dirigeants, peuvent être nos ennemis.

Au vu de la douloureuse ampleur de ces implications, il est vital d'en avoir le cœur net : s'il y a le moindre doute, il faut remuer ciel et terre pour établir la vérité. Et malheureusement, les doutes sont légion. D'une part, il y a de nombreux précédents d'opérations sous fausse bannière ou inside jobs, comme l'explique dans ce dossier l'historien suisse Daniele Ganser, y compris et en particulier de la part des puissances démocratiques. Il y a aussi de nombreuses incohérences factuelles ou zones d'ombre qui subsistent dans la version officielle des attentats, de l'aveu même de certains de ses défenseurs. Enfin, le doute est fondé aussi au vu de l'attitude du pouvoir états-unien, à qui les familles des victimes et l'opinion publique ont dû forcer la main pour obtenir une enquête tardive, et dont le résultat est à tout le moins indigent, comme l'ont reconnu par la suite une majorité de membres de la Commission d'enquête officielle.

Quand bien même le doute serait infondé, il est devenu une réalité qui atteint une partie substantielle de l'opinion mondiale et des nations démocratiques. Or la confiance qu'accordent les peuples aux dirigeants qu'ils élisent est par définition la base même d'une démocratie saine. Cette confiance est actuellement gravement mise à mal par toute une série d'événements récents qui font douter les peuples de la teneur démocratique des pays occidentaux : mensonges avérés sur les mobiles de la guerre en Irak et des suivantes, sauvetages ruineux des banques en crise au détriment des dispositifs sociaux les plus élémentaires, remise en cause des principes même du fonctionnement de la démocratie dans son berceau grec – et demain peut-être au-delà – par la délégation de la prise de décisions cruciales à des instances non élues, et la liste ne s'arrête pas là. Dans le monde actuel, les raisons de se défier des gouvernements démocratiques ne manquent pas. A ce titre, il serait vital que ceux-ci commencent à prendre en compte l'existence et l'ampleur de cette défiance, et à donner au moins l'impression d'une volonté de l'entendre et de la réduire par des gages de bonne foi. Or, notamment dans le cas du 11-Septembre, c'est au contraire que l'on assiste. Le doute légitime est systématiquement décrédibilisé, voire ridiculisé, et plus largement, la résistance aux divers reculs démocratiques est criminalisée dans une mesure croissante. Notons que le 11-Septembre a signé le déclin du mouvement altermondialiste et a fait reculer les libertés individuelles dans le monde 'libre'. Si l'on ne s'étonne même plus d'apprendre que la NSA états-unienne est à la Stasi est-allemande ce que le TGV est à la bicyclette, c'est que la situation est grave.



Illustration: Fabienne Loodts

Grave, mais pas désespérée. La défiance croissante est aussi un signe de réveil, d'une prise de responsabilité de la part des opinions qui demandent désormais des comptes aux pouvoirs, qui leur en doivent. Les sceptiques du 11-Septembre, souvent qualifiés de 'conspirationnistes', ne sont pas les ennemis de la démocratie que certains voudraient faire d'eux. Bon nombre d'entre eux ne demandent qu'à croire que les États-Unis ont été surpris par une attaque sur leur sol, et au-delà, que la démocratie telle que nous la connaissons peut encore être sauvée. Simplement, devant la gravité de l'événement et de ses implications, ils demandent que leurs questions soient entendues, et qu'on leur fournisse des preuves solides qui soient de nature à lever le moindre doute. En regard d'un crime qui a fait reculer la paix dans le monde, les libertés démocratiques, et les perspectives de développement autonome de toute une série de pays, leur revendication ne paraît pas extravagante.

**Olivier Taymans, coordinateur du dossier**

(1) Voir par exemple : « How rocket scientists got into the hearts-and-minds game », US News, 17/04/2005, http://www.usnews.com/usnews/news/articles/050425/25roots.b1.htm ; et « Pentagon plans propaganda war », BBC News, 20/02/2002, http://news.bbc.co.uk/2/hi/americas/1830500.stm.

(2) Ce think tank républicain a notamment publié, en septembre 2000, un document intitulé Rebuilding America's Defenses, qui appelait de ses vœux, entre autres, un renforcement massif de la présence militaire états-unienne au Moyen Orient, tout en reconnaissant que « ce processus de transformation [...] sera sans doute long en l'absence d'un événement catastrophique et catalyseur – comme un nouveau Pearl Harbor ». Voir : http://www.newamericancentury.org.

# 21 RAISONS DE REMETTRE EN QUESTION LA VERSION OFFICIELLE SUR LE 11 SEPTEMBRE

David Ray Griffin

La version officielle des attentats du 11 septembre 2001, telle que produite notamment par la Commission d'enquête bipartisane, est truffée d'erreurs factuelles, d'omissions et de contradictions logiques. David Ray Griffin dresse ici une liste non exhaustive et très succincte de points qui font consensus parmi ceux qui contestent le récit officiel de ces attentats.



Illustration: Aurore Dupuy

**1.** Bien que le récit officiel sur le 11-Septembre affirme qu'Oussama ben Laden a commandité les attentats, le FBI n'a jamais repris le 11-Septembre parmi les actes terroristes pour lesquels celui-ci était recherché. De plus, un porte-parole du FBI a reconnu que celui-ci ne disposait « d'aucune preuve irréfutable reliant ben Laden au 11-Septembre ».

**2.** Bien que la version officielle affirme que les quatre avions de ligne ont été détournés par de fervents musulmans, prêts à mourir en martyrs pour obtenir une récompense céleste, Mohammed Atta et les autres pirates de l'air présumés buvaient régulièrement de fortes quantités d'alcool, visitaient des clubs de strip-tease et fréquentaient des prostituées.

**3.** Plusieurs personnes ont déclaré avoir reçu des appels GSM de la part de proches ou de membres de l'équipage des avions, lors desquels ils s'entendaient dire que des pirates de l'air moyen-orientaux avaient pris le contrôle des avions. L'une de ces personnes, Deena Burnett, était certaine que son mari, Tom Burnett, l'avait appelée plusieurs fois sur son téléphone portable, car elle avait reconnu son numéro sur l'écran de son téléphone. Cependant, les appels qu'a reçus Deena Burnett ont été effectués alors que le vol de son mari – United Airlines 93 – était à plus de 9 000 mètres d'altitude, et il s'est avéré qu'avec la technologie de l'époque, les appels GSM à partir d'avions de ligne à haute altitude n'étaient pas possibles. Lorsque le FBI a présenté un rapport sur les appels téléphoniques à partir des avions, au procès de Zacarias Moussaoui en 2006, il avait changé de version et déclarait désormais qu'il n'y avait eu que deux appels GSM en provenance des avions, tous deux à partir du vol United 93, après qu'il fût descendu à environ 1 500 mètres. Cependant, le FBI n'a pas expliqué comment Tom Burnett aurait pu appeler sa femme alors qu'il se trouvait à plus de 9 000 mètres.

**4.** Ted Olson, adjoint du ministre de la Justice, a affirmé que sa femme, Barbara Olson, lui avait téléphoné deux fois depuis le vol American Airlines 77, disant que des pirates de l'air en avaient pris le contrôle. Cependant, cette affirmation a été contredite par la suite par le même rapport du FBI, qui dit que le seul appel tenté par Barbara Olson s'était soldé par un « *échec* », et qu'il avait par conséquent duré « *0 seconde* ». Le FBI n'a pourtant jamais expliqué pourquoi l'ancien adjoint du Ministre de la Justice avait affirmé qu'il avait eu deux conversations avec sa femme, qui auraient duré chacune plus d'une minute, pendant qu'elle était à bord du vol AA77.

**5.** Il a été avancé que des preuves cruciales de la culpabilité d'Al-Qaïda dans les attentats ont été trouvées dans les bagages de Mohammed Atta, qui aurait piloté le vol AA11 après l'avoir détourné avec d'autres membres d'Al-Qaïda. Ces bagages auraient été trouvés dans l'aéroport Logan à Boston. Ses bagages s'y seraient trouvés parce qu'il s'était rendu le 10 septembre à Portland, dans le Maine, à bord d'une voiture de location, avant de prendre un vol régional très tôt le matin du 11 pour revenir de Portland à Boston, afin d'y prendre le vol AA11. On a expliqué à l'opinion publique qu'il était arrivé à temps pour embarquer sur le vol AA11, mais que ses bagages n'avaient pas été chargés dans la soute de l'avion.

Cependant, cette version n'est apparue qu'après l'effondrement de la version initiale du FBI, selon laquelle (a) les preuves de la culpabilité d'Al-Qaïda avaient été trouvées dans une Mitsubishi laissée par Atta sur le parking de l'aéroport Logan, alors que (b) le voyage vers Portland avait été effectué par Adnan et Amir Bukhari. Mais le FBI a appris ensuite qu'aucun des deux Bukhari ne pouvait avoir trouvé la mort dans le vol AA11, car l'un d'entre eux était décédé un an auparavant, et que l'autre était toujours vivant. Après avoir appris cela, le FBI a tout simplement changé de version, déclarant que le voyage vers Portland avait été effectué non pas par les Bukhari, mais par Atta et un autre membre d'Al-Qaïda.

**6.** Les autres types de preuves supposées concernant les pirates de l'air musulmans – dont des vidéos de membres d'Al-Qaïda dans des aéroports, des passeports retrouvés sur les lieux des crashes, et un bandana découvert sur les lieux du crash du vol United 93 – présentent elles aussi des traces évidentes de manipulation.

**7.** En plus du manque de preuves de la présence de pirates de l'air dans les avions, il existe également des preuves de leur absence : si des pirates de l'air s'étaient introduits de force dans les postes de pilotage, les pilotes auraient actionné le code universel de détournement, ce qui ne prend que quelques secondes. Mais aucun des huit pilotes des quatre avions ne l'a fait.

**8.** Étant donné les procédures standard entre la FAA et l'armée, en vertu desquelles des avions qui présentent des signes d'une urgence à bord sont normalement interceptés dans les 10 minutes, le fait que l'armée n'ait réussi à intercepter aucun de ces vols – même après 15, voire 30 minutes – suggère que quelque chose, comme par exemple un ordre de non-intervention, a empêché les procédures standard d'être exécutées.

**9.** Norman Mineta, le ministre des Transports, se trouvait au Centre opérationnel d'urgence présidentiel (*Presidential Emergency Operations Center* ou PEOC), situé sous la Maison-Blanche, en compagnie du vice-président Dick Cheney. Mineta a rapporté une conversation entre Cheney et un « *jeune*

*homme* » qui est entré à plusieurs reprises dans le PEOC pour faire son rapport au sujet d'un avion qui était visiblement en approche sur Washington. Finalement, vers 9h25, le jeune homme demanda si les ordres « tenaient toujours ». Cette conversation se serait déroulée environ 15 minutes avant le crash sur le Pentagone, par conséquent les ordres de Cheney étaient apparemment de ne pas intercepter un avion qui s'approcherait du Pentagone.

De plus, un témoin qui était à l'aéroport de Los Angeles, où il avait précédemment installé des équipements de sécurité, a déclaré avoir entendu des membres de la sécurité de l'aéroport apprendre qu'un ordre de non-intervention avait été émis par « *les plus hauts niveaux de la Maison-Blanche* », à savoir Cheney, puisque Bush était en Floride.

**10.** La Commission sur le 11-Septembre n'a pas mentionné le témoignage de Mineta, l'a retiré du catalogue vidéo de ses auditions, et a affirmé que Cheney n'était entré dans le PEOC que peu avant 10h00. C'est donc au moins 40 minutes plus tard que le moment où il était présent selon Mineta et plusieurs autres témoins, dont le photographe de Cheney.

**11.** L'emploi du temps de Cheney durant la matinée du 11-Septembre, reconstitué par la Commission, contredit en outre les déclarations faites par Cheney lui-même à Tim Russert lors de l'émission « Meet the Press » le 16 septembre, cinq jours seulement après le 11-Septembre. Lors de cette interview, Cheney a déclaré qu'il était dans le PEOC avant que le Pentagone soit touché.

**12.** Hani Hanjour, qui était connu pour être un pilote lamentable, même pas capable de voler convenablement avec un monomoteur, ne peut pas avoir exécuté l'étonnante trajectoire qu'aurait prise le vol AA77 pour aller frapper l'Aile 1 du Pentagone entre le rez-de-chaussée et le premier étage.

**13.** L'Aile 1 était la partie du Pentagone la moins susceptible d'être visée par des terroristes étrangers. Premièrement, elle se situait aux antipodes des bureaux de Rumsfeld et des hauts gradés, que des terroristes musulmans auraient sans doute souhaité tuer. Deuxièmement, c'était la seule partie du Pentagone à avoir été renforcée ; de plus, la reconstruction n'était pas terminée, et il y avait donc relativement peu de monde sur les lieux. Troisièmement, c'était la seule partie du Pentagone qui présentait des obstacles pour l'approche d'un avion. Par conséquent, chaque élément de la version officielle de la frappe sur le Pentagone, selon laquelle des membres d'Al-Qaïda auraient précipité le vol AA77 sur le Pentagone, est peu plausible.

**14.** Selon des représentants du Pentagone, le Pentagone n'a vait pas été évacué parce qu'il était impossible de savoir qu'un avion s'en approchait. Pourtant, un avion militaire E-4B (l'appareil de communication, commandement et contrôle le plus sophistiqué de l'Air Force) était à ce moment-là en vol au-dessus de la Maison-Blanche, d'où son équipage pouvait facilement voir tout avion qui se serait approché du Pentagone. Ajoutons que, malgré qu'il ne puisse y avoir de doute sur l'identité de cet avion, qui a été filmé par CNN et d'autres chaînes, l'armée

**15.** Après avoir appris qu'un second immeuble du World Trade Center avait été attaqué (ce qui aurait signifié que les terroristes visaient des cibles de grande valeur) et que d'autres avions encore avaient été détournés, le Secret Service a permis au président Bush de rester encore une demi-heure dans l'école qu'il visitait en Floride. Ce faisant, le Secret Service révélait sa connaissance préalable du fait que Bush ne serait pas visé. Si les attentats contre le World Trade Center avaient réellement été une surprise, les agents – craignant qu'un avion détourné puisse plonger sur l'école – auraient emmené Bush de toute urgence.

De plus, à l'occasion du premier anniversaire du 11-Septembre, la Maison-Blanche a lancé une nouvelle version, selon laquelle Bush, plutôt que d'être resté dans la classe pendant plusieurs minutes après que son chef de cabinet Andrew Card soit venu lui chuchoter à l'oreille qu'un second immeuble du WTC avait été frappé, s'était immédiatement levé et avait quitté la pièce. Ce mensonge a été répercuté dans les principaux journaux et sur les chaînes de télévision MSNBC et ABC.

**16.** Étant donné que les Tours jumelles et le WTC7 [un troisième immeuble du complexe WTC, qui s'est effondré sans avoir été touché par un avion, ndlr] étaient structurés des caves au sommet par des

**18.** Peu après le 11-Septembre, des membres du corps des pompiers de New York ont livré des récits oraux de la façon dont ils avaient vécu cette journée. Environ 25% d'entre eux ont déclaré avoir assisté à des explosions dans les Tours jumelles. De même, des responsables municipaux, des employés du WTC et des journalistes ont fait état d'explosions dans les tours jumelles ainsi que dans le WTC7. Ces témoignages apportent des preuves supplémentaires du fait que les immeubles du WTC n'ont pas pu s'effondrer à cause des incendies sans être aidés par des explosifs.

**19.** Le jour du 11-Septembre, Rudy Giuliani, maire de New York, a déclaré à Peter Jennings d'ABC News : « Nous avons établi notre QG au 75 Barclay Street (…) et nous étions en train de travailler de là lorsqu'on nous a annoncé que le World Trade Center allait s'effondrer. Et elle (la Tour Sud) s'est effondrée avant même que nous puissions sortir de l'im*meuble*. » Pourtant, il n'y avait aucune base objective pour s'attendre à ce que les tours s'effondrent ; même la Commission sur le 11-Septembre a reconnu qu'aucun des chefs des pompiers ne s'attendait à ce que les tours s'écroulent. Les récits oraux des pompiers de New York révèlent que l'information selon laquelle les tours allaient s'effondrer émanait de l'Office of Emergency Management, qui était le propre bureau de Giuliani. Comment les membres de l'équipe de Giuliani auraient-ils pu savoir que les tours allaient s'effondrer, à moins qu'ils aient su que les immeubles avaient été piégés à l'explosif ?

**20.** Un ancien employé du National Institute of Standards and Technology (NIST), qui a produit les rapports officiels sur les Tours jumelles et le WTC7, a déclaré que le NIST avait été « *complètement détourné du domaine scientifique au profit du politique* », de sorte que ses scientifiques en étaient réduits au rôle de « *mercenaires* ». De plus, la Commission sur le 11-Septembre, qui a accepté l'affirmation selon laquelle les immeubles se sont effondrés à cause des incendies, n'a jamais été indépendante, puisqu'elle était dirigée par Philip Zelikow, qui était en réalité un membre de la Maison-Blanche de Bush.

**21.** La version officielle au sujet du 11-Septembre est actuellement rejetée par un nombre constamment croissant de physiciens, de chimistes, d'architectes, d'ingénieurs, de pilotes, d'anciens officiers de l'armée et de membres des services de renseignement.

**David Ray Griffin**

Professeur émérite de la Claremont School of Theology et de la Claremont Graduate University (Los Angeles, Californie). Il a publié 41 livres, dont dix au sujet du 11-Septembre (quatre traduits en français aux Éditions Demi Lune). Son dernier livre s'intitule «Un autre regard sur le 11-Septembre – 10 ans après. Le Nouveau Pearl Harbor 2» (Éditions Demi Lune, coll. Résistances, 2011). Tous les points mentionnés dans cet article, et bien d'autres encore, y sont développés plus en détail.

# LA GUERRE SANS FIN CONTRE LE TERRORISME

Paul Lannoye

Le 9 juin dernier, Edward Snowden, ancien employé des services de renseignements des États-Unis, reconnaissait être à l'origine des révélations sur le programme secret de surveillance de la NSA (Agence de sécurité des États-Unis). Documents officiels à l'appui, il a démontré que la NSA dispose, grâce à la technologie digitale, du pouvoir de surveillance de tous dans le monde. Le programme PRISM lui permet d'accéder aux données des internautes, où qu'ils se trouvent, grâce à la complicité des fournisseurs (Google, Facebook, Microsoft, Apple, Yahoo,…) qui relayent ces données à la NSA. Tout citoyen du monde étant un terroriste en puissance, l'administration Obama considère comme légitime cette intrusion systématique dans la vie privée non seulement des citoyens américains mais aussi de celle de tous les terriens, pourvu qu'ils soient connectés.

Les responsables politiques européens ont feint de s'offusquer pendant quelques heures ; eux qui proclament leur amitié et leur fidélité sans faille à leur puissant allié peuvent difficilement reconnaître publiquement être l'objet d'un programme de surveillance active par ce même allié. Naïveté, hypocrisie, ou … dissonance cognitive ? Probablement un peu de tout cela. A l'heure du tout numérique et alors que les Américains ont fourni au monde entier les infrastructures de communication, il est logique d'admettre qu'ils en ont le contrôle de fait.

## L'EFFONDREMENT DE L'ESPRIT CRITIQUE

La paranoïa entretenue depuis le 11 septembre 2001 à propos du risque terroriste sur le territoire américain laisse penser que le pouvoir US s'autorise

« La vision apocalyptique de l'effondrement des tours jumelles à New York a frappé les esprits et créé un sentiment d'insécurité annihilant l'esprit critique du plus grand nombre et des responsables politiques en particulier, et justifiant a priori toute initiative visant à éliminer un terroriste potentiel, au mépris des libertés individuelles, du respect de la vie privée et du droit international »

à utiliser tous les moyens à sa disposition pour contrer toute menace potentielle d'où qu'elle vienne. Le respect de la vie privée n'est pas le souci premier des services secrets, a fortiori quand ils sont légitimés par les pouvoirs en place. Les responsables européens le savent et leurs propres services secrets, avec des moyens certes moindres, sont loin d'être irréprochables à cet égard. Mais ce qu'ils savent par-dessus tout c'est que, depuis douze ans, les États-Unis sont en guerre permanente. La guerre contre le terrorisme déclarée solennellement par George Bush au lendemain du drame du 11 septembre a reçu l'assentiment explicite de ses alliés de l'OTAN ; j'entends encore Guy Verhofstadt, premier ministre belge à l'époque et, à ce titre, en charge de la présidence du Conseil européen, lancer avec chaleur et conviction au parlement européen : « Aujourd'hui, nous sommes tous Américains ! ». Depuis 12 ans, les Européens ont avalisé ou, à tout le moins, accepté sans grande réticence les initiatives les plus critiquables de leur puissant allié. Mieux, ils se sont clairement alignés sur les États-Unis en adoptant des mesures anti-terroristes inspirées par eux.

La vision apocalyptique de l'effondrement des tours jumelles à New York a frappé les esprits et créé un sentiment d'insécurité annihilant l'esprit critique du plus grand nombre et des responsables politiques en particulier, et justifiant a priori toute initiative visant à éliminer un terroriste potentiel, au mépris des libertés individuelles, du respect de la vie privée et du droit international. C'est ainsi qu'au nom d'une conception étrangement élargie de la légitime défense, les bombardements d'Afghanistan en automne 2001 ont été validés par le Conseil de Sécurité des Nations-Unies, l'Afghanistan étant présumé être la base d'opération d'Al-Qaïda. C'est au nom de la guerre contre le terrorisme que l'Union européenne a adopté en 2002, dans la précipitation et de manière fort peu démocratique, une législation attentatoire aux libertés individuelles (décision-cadre 2002/475/JAI), laquelle a conduit à des violations flagrantes des droits fondamentaux. Le Conseil des ministres européens de la justice a même durci cette législation en novembre 2008 (décision 2008/919/JAI) : la « provocation au terrorisme », concept particulièrement flou, s'est ajoutée aux types d'incrimination initialement retenus. Aux États-Unis, c'est le 26 octobre 2001 que la loi anti-terroriste « Patriot Act » a été promulguée, dans le contexte de peur provoqué par les attentats du mois de septembre. Cette loi porte le nom complet « Uniting and strengthening America by providing appropriate tools required to intercept and obstruct terrorism » (soit « Unir et renforcer l'Amérique en fournissant les outils appropriés pour intercepter le terrorisme et y faire obstacle »).

## TERRORISME D'ÉTAT

Ces outils appropriés ce sont notamment les drones armés télécommandés utilisés pour les assassinats ciblés de présumés terroristes à l'initiative de la CIA. Ces assassinats ciblés ont eu lieu en Afghanistan, mais aussi au Pakistan, au Yémen et en Somalie. Ils ont fait, rien qu'au Pakistan, des centaines de victimes chaque année depuis 2008, le pic ayant été atteint en 2010 avec 849 morts pour 122 frappes, soit plus de 7 morts par frappe dite ciblée. Le prix Nobel de la paix, Barack Obama, a annoncé le 23 mai 2013 son intention d'encadrer strictement l'utilisation des drones ; les cibles devront dorénavant avoir été considérées comme une menace imminente et continue contre les États-Unis ! Sur la compatibilité de l'usage de telles armes avec le droit international et les dommages collatéraux qu'ils provoquent dans des pays « amis », rien n'est dit. Le silence des Européens à propos de ce terrorisme d'État est assourdissant. Comme autres outils appropriés, on se doit également de citer les enlèvements de suspects, présumés talibans ou membres d'Al-Qaïda, et enfermés à Guantanamo. Ces prisonniers sont dans un no man's land juridique, privés de tous leurs droits. Ici, la complicité de plusieurs États membres de l'Union européenne est avérée.

En fait, depuis 12 ans, au nom de la guerre contre le terrorisme, on a assisté à une régression manifeste des garanties d'exercice des droits et libertés dans de nombreuses législations nationales et en particulier en Europe. On a vu aussi se multiplier les violations du droit international de la part des États-Unis, violations de plus en plus banalisées. Ce qui légitime cette guerre et cette dérive du droit, c'est le sentiment d'insécurité né de la vision de l'effondrement des tours doublé de celui de l'impuissance des autorités US face aux agissements d'un groupe terroriste. Ce groupe terroriste est si bien organisé et animé d'une volonté de nuire telle qu'il a réussi à déjouer la surveillance des services secrets et les plans de sauvegarde des autorités militaires de la plus grande puissance au monde. C'est, à tout le moins, la version officielle de ces événements du 11 septembre 2001 ; cette version est acceptée comme un fait avéré dans le monde entier et, en tout cas, dans une Union européenne pétrifiée et vassalisée.

« Les invraisemblances du scénario officiel sont nombreuses et, ce qui est pire, les questions dérangeantes posées, aux États-Unis mêmes, par des associations et des personnalités non alignées restent à ce jour toujours sans réponse »

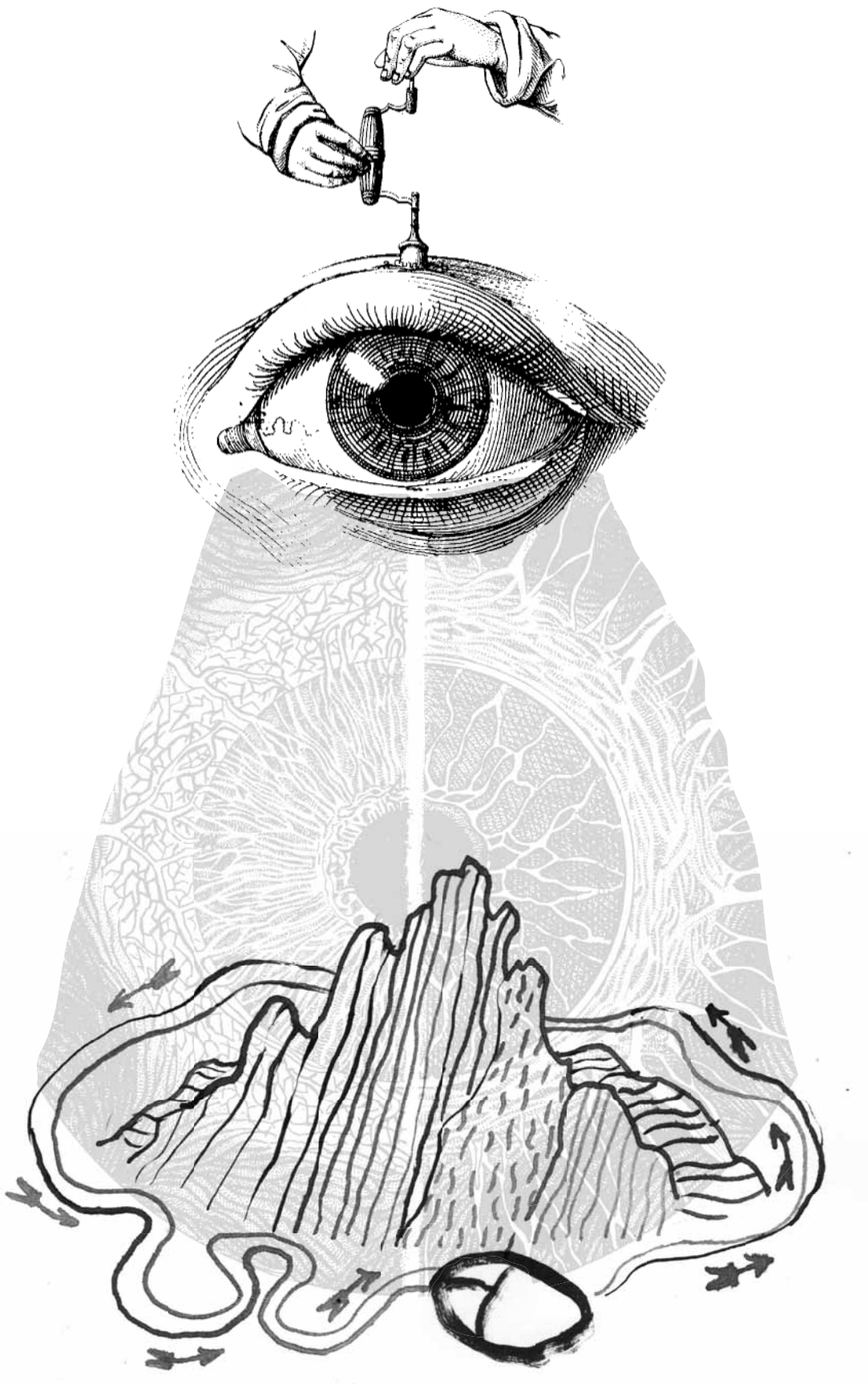


Illustration : Julie Joseph

## LES FAIBLESSES DE LA VERSION OFFICIELLE

En Europe, quiconque s'est autorisé à mettre en doute cette version a été aussitôt conspué, brocardé, et traité de conspirationniste. Pourtant, les invraisemblances du scénario officiel sont nombreuses et, ce qui est pire, les questions dérangeantes posées, aux États-Unis mêmes, par des associations et des personnalités non alignées restent à ce jour toujours sans réponse. La Commission d'enquête officielle mise en place pour faire la lumière sur les événements a rendu public son rapport le 22 juillet 2004. Les diverses initiatives de citoyens états-uniens qui ont analysé le contenu de ce rapport ont toutes conclu à sa non-validité, la plupart des questions essentielles (pour ne pas dire la totalité) n'ayant reçu aucune réponse sérieuse ou n'ayant même pas été examinées. Parmi ces questions, quelques-unes méritent à mon avis d'être mises en exergue :

Pourquoi les procédures normales en vigueur en cas de détournement d'avions de ligne n'ont-elles pas été suivies le 11 septembre 2001 ?

Pourquoi les batteries anti-missiles et les défenses anti-aériennes déployées autour du Pentagone n'ont-elles pas été activées pendant l'attaque ?

Pourquoi les autorités, aussi bien aux États-Unis qu'à l'étranger, n'ont-elles pas publié les résultats des multiples enquêtes sur les transactions commerciales qui suggèrent fortement une connaissance anticipée des détails spécifiques des attaques du 11 septembre 2001, transactions qui ont entraîné des millions de dollars de bénéfices ?

Comment la CIA et le FBI ont-ils été capables de fournir les noms et les photos des pirates de l'air présumés en quelques heures et en outre de visiter les maisons, restaurants et écoles de pilotage dont on savait qu'ils les fréquentaient ?

Pour ma part, dès le 11 septembre 2001, j'ai eu du mal à croire à la version officielle. Au fil du temps, ma conviction s'est renforcée de son invraisemblance. Après le déclenchement de la guerre en Irak en 2003, interpellé par quelques publications majeures à ce sujet, j'ai tenté d'initier un débat contradictoire au parlement européen. En vain. C'est en dépit de tracasseries politico-administratives particulièrement dissuasives que j'ai pu organiser l'audition publique de deux personnalités non alignées, le professeur Michel Chossudovsky de l'Université d'Ottawa et l'ancien ministre allemand Andreas von Bülow. Les retombées de ces deux auditions ont été minimes et j'avoue avoir été incapable de leur assurer une répercussion suffisante dans les médias européens, lesquels ont pratiqué et pratiquent toujours une autocensure très efficace.

A ce jour, il est devenu difficile de contester un certain nombre de faits dérangeants et de réfuter les arguments qui plaident pour la complicité, au moins sous forme de passivité volontaire, de hauts responsables politiques des États-Unis dans la survenue des attentats du 11 septembre 2001. Il est largement documenté que la guerre contre les Talibans en Afghanistan était planifiée par le gouvernement et l'armée des États-Unis bien avant le 11 septembre 2001. Dans le même registre, la guerre contre l'Irak de 2003 était elle aussi planifiée de longue date et n'a été justifiée que par des déclarations mensongères du gouvernement des États-Unis relatives à la prétendue détention d'armes de destruction massive par le régime de Saddam Hussein. La guerre contre le terrorisme apparaît ainsi de plus en plus clairement dans toute sa laideur : elle est avant tout une guerre contre la démocratie et pour la maîtrise de l'accès aux ressources rares.

**Paul Lannoye**

Ancien président du groupe des Verts au Parlement européen, Animateur du GRAPPE (Groupe de Réflexion et d'Action pour une Politique écologique)

# LA CYBER-CONTESTATION FACE À L'AVERSION DES MÉDIAS

Olivier Taymans

Si le doute sur la nature exacte des attentats du 11-Septembre s'est installé rapidement dans l'opinion publique, il a mis du temps à se structurer et à faire tache d'huile. D'autant plus que les médias, débordés à la fois par l'émergence de cette remise en question et par la démocratisation (sans mauvais jeu de mots) de l'internet qui la propageait, ont déployé tous les stratagèmes possibles pour tenter d'endiguer l'hémorragie du sens.

Le 11 septembre 2001, malgré le choc (presque) planétaire causé par les attentats, une petite minorité de téléspectateurs se pose d'emblée des questions dérangeantes. Soit parce que leur expertise scientifique les amène à comprendre que tout n'a pas été dit, comme ce spécialiste des démolitions contrôlées qui affirme dès le lendemain, dans un quotidien du Nouveau-Mexique, que les tours de Manhattan étaient piégées de haut en bas. Il se rétractera quelques jours plus tard, tant son propos s'avère inaudible. Soit que, rompus aux opérations secrètes d'un Empire passé maître dans la stratégie du choc, on ne la leur fait plus : si la première puissance militaire au monde, dont la suprématie est écrasante, se fait attaquer sur son propre sol avec une telle efficacité, raisonnent-ils, c'est qu'elle a laissé faire, voire contribué à l'organisation de l'opération. Cependant, dans les jours et les semaines qui suivent, la psychose patriotique – et, à l'étranger, atlantiste – est si savamment entretenue par les autorités et leurs relais médiatiques, que toute parole potentiellement dissidente est étouffée dans l'œuf. Plusieurs journalistes, par exemple, perdent leur emploi pour avoir osé critiquer l'attitude du président Bush le jour des attentats, tandis que divers artistes qui adoptent un ton trop acerbe sont victimes d'annulations de spectacles ou d'interdictions de passage radio. Les nostalgiques du maccarthysme ronronnent d'aise, et le monde entier semble américain.

Ce n'est que six mois plus tard qu'émergera, en France, la première contestation construite et médiatisée de ce qui devient, par conséquent, la 'version officielle' des attentats du 11-Septembre. Elle émane de Thierry Meyssan, un militant antifasciste et pro-laïcité, président du Réseau Voltaire, qui publie dans *L'effroyable imposture* un ensemble de thèses peu étayées : le Pentagone n'aurait pas été frappé par le vol AA175 (l'affirmation la plus commentée du livre), les Twin Towers et le WTC7 auraient été détruits par des explosifs, la Maison-Blanche aurait également été touchée par un attentat, et surtout, l'opération aurait été organisée par un gouvernement de l'ombre qui aurait mis Bush sous pression pour céder à ses revendications, qui visaient notamment la conquête du Moyen-Orient. En l'absence d'éléments probants, les médias ont beau jeu de laminer Meyssan comme un odieux conspirationniste, et de condamner au passage toute parole, actuelle ou future, qui remettrait en question la version officielle des attentats. Bien malgré lui, en ouvrant la boîte de Pandore, Thierry Meyssan a fait en sorte qu'elle soit violemment refermée, et pour longtemps.

## NAISSANCE D'UN MOUVEMENT

Au fil des années qui suivent, divers films apparaissent sur le net pour contester la version officielle. L'inévitable documentaire « *Loose Change* », décliné en plusieurs versions successives, visionné au total plus de 100 millions de fois, constitue pour de nombreux internautes la porte d'entrée dans le doute au sujet des attentats. D'autres films se concentrent plus particulièrement sur la démolition des tours ou sur la lutte des familles des victimes pour obtenir des réponses à leurs nombreuses questions. Le seul autre canal d'expression qui semble encore fonctionner librement est le monde de l'édition indépendante, les livres présentant l'avantage de permettre un examen des faits et/ou des analyses beaucoup plus fouillés. Plusieurs auteurs, comme David Ray Griffin, Webster Griffin Tarpley, Nafeez Mossadeq Ahmed et, dans une certaine mesure, Peter Dale Scott, s'engouffrent dans la brèche. Au fur et à mesure émerge de ces efforts disparates, et parfois très contradictoires, un véritable mouvement, communément appelé le Mouvement pour la Vérité sur le 11-Septembre.

En quelques années, ce mouvement verra naître en son sein des associations de professionnels issus des nombreuses disciplines concernées par la contestation de la version officielle des événements du 11-Septembre. En effet, une critique facile et souvent justifiée qui était initialement adressée à ceux qui émettaient des doutes, tenait au fait que de nombreux experts s'étaient penchés sur les faits et avaient produit plusieurs rapports, dont celui de la Commission officielle d'enquête sur les attentats. Les contestataires, pour leur part, puisaient souvent sur Google leurs maigres connaissances dans les domaines scientifiques concernés. C'est ainsi que sont nées des associations de professionnels chevronnés issus du monde de l'architecture, du génie civil, de l'aviation (civile et militaire), des pompiers, etc. Chacune de ces associations, forte de son expertise, a produit des rapports contestant les conclusions officielles dans son domaine de compétence. Le développement le plus récent du mouvement est le 9/11 Consensus Panel, un comité des spécialistes les plus reconnus de la contestation du récit officiel des attentats du 11-Septembre, qui s'emploie à dégager des points de consensus incontestés parmi la masse parfois contradictoire de faits et d'analyses avancés par les contestataires depuis le début du mouvement. A noter que si on reproche parfois à ces experts et auteurs de s'engager dans ce combat pour la gloire ou l'argent, c'est bien au contraire à de graves ennuis qu'ils s'exposent. Ainsi, le physicien Steven Jones a été écarté du poste d'enseignement qu'il occupait à la Brigham Young University, qui a tenu à se démarquer des positions de Jones sur le 11-Septembre.

Si le doute sur les attentats circule librement sur internet et dans certains livres, la situation est toute différente en ce qui concerne les médias, relais classique vers l'opinion publique. En 2002,

au moment de la publication du premier livre de Thierry Meyssan sur le sujet, ils s'en étaient donné à cœur joie en tirant à boulets rouges sur l'impudent contestataire. Par contre, les années qui ont suivi ont plutôt été caractérisées par l'ostracisme. Le compte de Meyssan, et par extension de toute contestation, était réglé, alors à quoi bon revenir sur cette affaire ? Lors des obligatoires commémorations annuelles, on ne parlait donc que de l'émotion qui entourait l'événement ou des conséquences des attentats. Mais de la contestation croissante en toile de fond, pas un mot…

## L'AVANT-GARDE PIPÔLE

… Jusqu'à ce que cette position devienne intenable. En effet, pendant que les médias regardaient ailleurs, le mouvement pour la vérité s'était structuré et professionnalisé, et ses arguments touchaient un nombre de gens croissant, qui commençait à déborder des fils de la Toile. Que des experts et professionnels en tous genres contestent de manière radicale les conclusions de l'enquête, ça ne mérite pas un sujet au JT ou un entrefilet dans le journal. Par contre, quand ce sont des célébrités comme Marion Cotillard, Jean-Marie Bigard ou Mathieu Kassovitz – ou aux États-Unis, les acteurs Charlie Sheen et Woody Harrelson ou le chanteur country Willie Nelson – les médias sont au garde-à-vous : comme ils carburent aux people, ils sont obligés de relayer, mais en prenant bien soin de ne surtout pas avoir l'air de cautionner. On assiste alors à des moments d'anthologie du journalisme militant, tendance braillard, sourd et aveugle. Bigard et Kassovitz, invités à un débat télévisé « sérieux » sur le sujet, acceptent d'y participer à condition d'être accompagnés de deux experts plus rompus qu'eux aux subtilités du 11-Septembre. Ils n'apprennent qu'en dernière minute qu'ils seront finalement seuls face aux 'contre-experts' alignés par France2, histoire « *d'éviter la bataille d'experts* », selon l'animateur Guillaume Durand – alors que c'était précisément ce qui était attendu et espéré par une bonne partie des téléspectateurs. Du coup, le 'débat' entre les deux artistes et leurs contradicteurs, fort mal renseignés, tournera logiquement – et délibérément ? – au dialogue de sourds. Mention spéciale aussi pour Franz-Olivier Giesbert, pour sa citation de Voltaire, face au journaliste Éric Raynaud, invité dans son émission pour son livre de compilation des nombreux éléments à charge contre la version officielle. Après lui avoir coupé la parole pendant un quart d'heure à coups de boutades, avec l'aide de son collègue Mohamed Sifaoui, et sans avoir écouté le moindre argument, Giesbert eut le culot de lancer à Raynaud : « *Je ne suis pas du tout d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrai jusqu'au bout pour que vous ayez le droit de le dire.* » On a vu aussi sur Arte, chaîne pourtant réputée sérieuse, une soirée Théma consacrée à assimiler contestation de la version gouvernementale du 11-Septembre, opposition à la guerre en Irak et antisémitisme et néonazisme. Sauf qu'à y regarder de plus près, le réalisateur des deux documentaires diffusés, une bonne partie des intervenants dans ces deux films, ainsi que les auteurs d'un livre recommandé en fin d'émission étaient tous membres d'un même think tank atlantiste, le Cercle de l'Oratoire, qui milite comme par hasard pour l'acceptation de la guerre en Irak par l'opinion française. La palme de la finesse, enfin, revient à Philippe Val, qui dans une chronique sur FranceInter – dont il est aujourd'hui le directeur – se lamentait en termes choisis sur le fait que près de 10% des Français, selon un sondage, étaient sensibles à la remise en question de la version officielle des attentats, « *ce qui, sauf leur respect, fait quand même un sacré paquet de sales cons* ».

## L'ÉPOUVANTAIL MITÉ DE L'ANTISÉMITISME

Outre ces subtils effets rhétoriques, on a pu assister surtout à des procédés journalistiques douteux mais éprouvés. Le truc de l'épouvantail consiste à assimiler l'adversaire à une catégorie repoussante au-delà de tout questionnement. Au début, après la descente en flammes de Thierry Meyssan, quiconque se permettait de douter était encore gentiment traité d'adepte de Meyssan, de farfelu ou de rigolo. Mais au fur et à mesure que l'insupportable doute faisait tache d'huile, le ton s'est durci, et on a vu entrer en scène une grosse ficelle qui avait fait ses preuves dans nombre d'autres débats : le chantage à l'antisémitisme. Puisque les sceptiques « niaient le 11-Septembre », ils étaient par conséquent négationnistes, donc révisionnistes et antisémites. D'ailleurs, ne disaient-ils pas que les Juifs travaillant dans les Twin Towers avaient été prévenus, et que le Mossad était complice ? L'anathème est aussi efficace qu'un colle-mouches, du moins dans la sphère médiatique.

Autre classique : le deux poids deux mesures. Lorsque l'animateur Thierry Ardisson donna la parole à Thierry Meyssan, lors de la sortie de son premier livre, propulsant le sujet à la une des médias, il ne fallut qu'un mois au CSA français pour, d'initiative, rappeler France2 à l'ordre afin que « *la vérité soit rétablie et que de tels dérapages ne se reproduisent pas* ». Plus récemment, Caroline Fourest, dans le premier épisode d'une série de 4 reportages consacrés aux « *Réseaux de l'extrême* » (!), a taillé un costard aux 'conspirationnistes' à coups d'amalgames, de stigmatisation, de contre-vérités et d'omissions. L'association ReOpen911, qui milite en France pour la réouverture de l'enquête, a envoyé en mars dernier au même CSA un dossier recensant tous les manquements patents à la déontologie journalistique de la part de Fourest. Cinq mois plus tard, la seule réaction du chien de garde des médias reste un silence embarrassé. De manière plus générale, les journalistes interpellés au sujet du 11-Septembre par des 'truthers' répondent souvent que le sujet est éculé et qu'il n'intéresse plus personne. Pourtant, il suffit qu'un nouveau fait relatif au 11-Septembre surgisse pour qu'il fasse la une pendant plusieurs jours… à condition qu'il ne remette en rien en cause la version gouvernementale, comme lorsqu'on a retrouvé, plusieurs années après l'événement, des fragments d'os humains sur le toit d'un immeuble voisin des Twin Towers.

## LA MENACE DE LA TOILE

En gros, presque tout le catalogue de la mauvaise foi dressé par Arthur Schopenhauer dans *L'art d'avoir toujours raison* se retrouve dans la couverture médiatique de la remise en question de la vérité officielle sur le 11-Septembre. C'est que les médias, qui traditionnellement ne brisent que les petits tabous, se sentent mis sur la sellette face à la montée d'internet comme source d'information, et que l'irruption d'un sujet qui suscite une telle polarisation leur permet de mesurer le terrain perdu dans la lutte pour le temps de cerveau disponible. Il est significatif de constater que tant la RTBF que

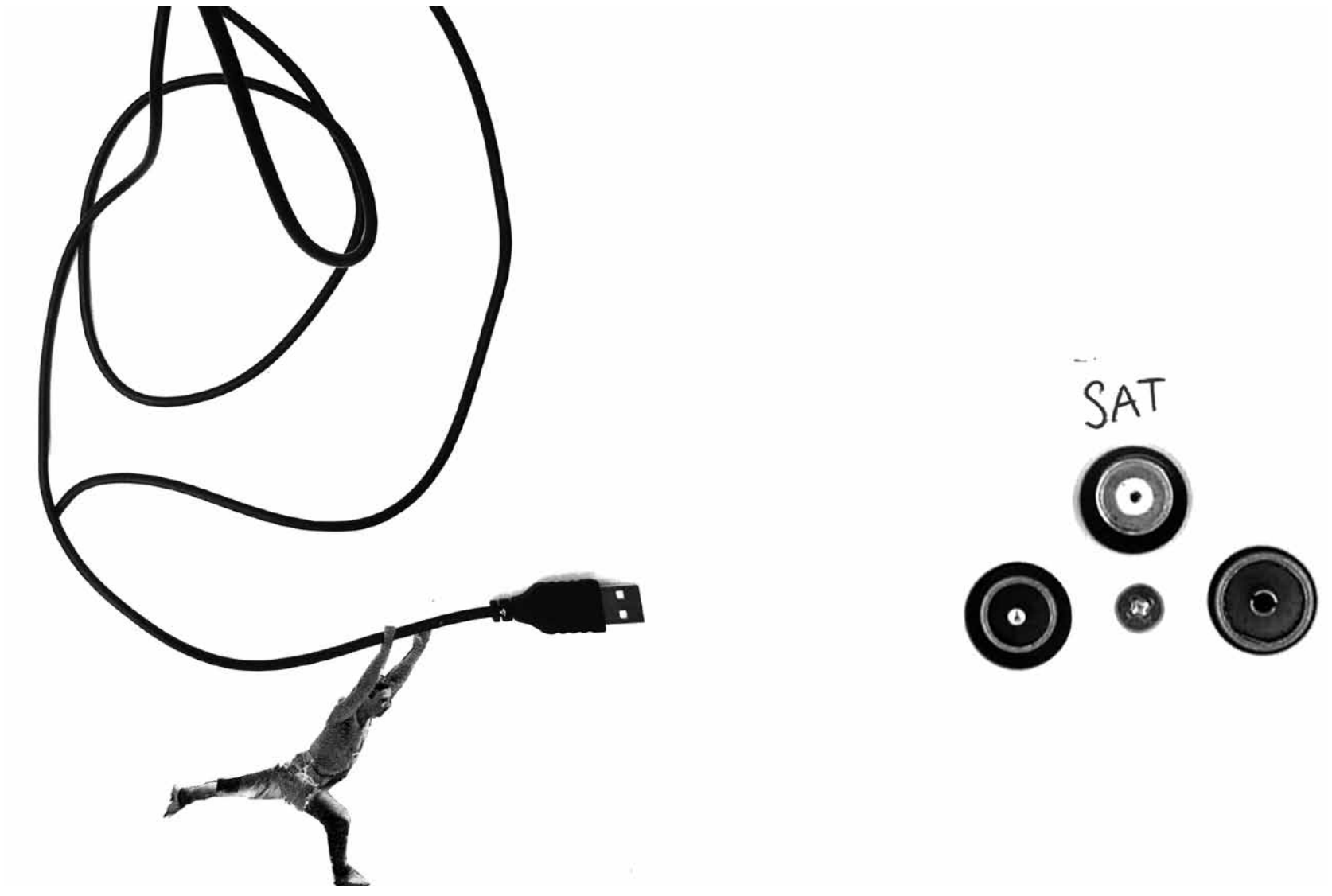



Illustration : Marion Sellenet

France2 et Arte ont chacune consacré, à côté de leurs efforts pour défendre la version officielle, et dans une même émission ou soirée thématique, des reportages à cette prétendue menace, enjoignant implicitement le spectateur à rester dans le giron sécurisant de la télévision plutôt que d'aller s'emberlificoter dans cette hasardeuse Toile. Ici encore, c'est Philippe Val, dans sa chronique déjà citée plus haut, qui exprimait avec le plus de poésie son aversion pour la propagation du doute : « *Internet est l'égout idéal où circule toute cette pourriture.* »

Face à une populace qui pense mal – comme lorsqu'elle vota en France contre le traité constitutionnel européen en 2005 – et qui s'informe sur internet, les médias s'érigent en dernier rempart de la bien-pensance et des certitudes confortables. Leur affinité avec les vérités officielles est donc naturelle. Il ne faudrait par conséquent pas imaginer dans la presse un grand complot, destiné à couvrir cet autre grand complot, à supposer qu'il ait eu lieu. Le fait qu'ils ne supportent pas la moindre remise en question de la vérité officielle ne fait pas des journalistes des complices d'un hypothétique inside job. Simplement, comme l'ont finement analysé certains intellectuels qui, tel Chomsky ou Bourdieu, ont pensé les médias et leurs structures d'influence, les journalistes ont avec les puissants et leurs intérêts une communauté d'idées et de valeurs qui leur a valu d'entrer dans le microcosme médiatique et d'y tracer leur chemin. Face à un tabou majeur comme la remise en question des conclusions officielles sur le 11-Septembre, la pensée logique est court-circuitée, c'est l'instinct qui sent d'où vient le vent et qui dicte dans quelle direction il faut regarder. En toute bonne foi, le journaliste sent que ce qu'il est viscéralement amené à croire est le vrai et le bon, et que ce qui s'y oppose est forcément dans l'erreur et la mauvaise intention. Et si ce mécanisme ne fonctionne pas à plein, il y a toujours l'effet d'entraînement, que les journalistes dénoncent comme une tare d'internet, mais qu'ils avaient eux-mêmes inauguré bien avant.

A cet égard, l'expérience d'Asch, un psychologue américain, est éclairante. Lorsqu'un sujet est placé au milieu d'autres personnes qui énoncent une contrevérité évidente – la ligne A est plus courte que la ligne B, alors qu'elle est manifestement plus longue – il les suivra dans une majorité des cas, afin d'éviter de se démarquer de la tendance générale, d'avoir à se justifier et à défendre sa position. A noter que dans cette expérience, le sujet n'a subi aucune autre pression que celle du groupe, et n'aurait eu à affronter aucun inconvénient du fait de s'en démarquer, là où un journaliste risque sa crédibilité, son avancement, voire sa carrière. On reculerait à moins, et à ce titre, il est inutile, voire contre-productif, de voir dans les journalistes individuels des responsables de ce qui est davantage produit par un système tout entier. En attendant, ce système n'a toujours pas été capable, en douze ans, de relayer une réalité sociale, celle du doute et de la contestation, sans la tourner en ridicule, sans déformer son discours et sans prescrire à son public ce qu'il doit en penser. Au-delà des questions qui se posent sur le fond des attentats du 11-Septembre, rien que ce constat-là suffit à donner envie de relire Orwell.

**Olivier Taymans**

Traducteur, journaliste, réalisateur d'« Épouvantails, autruches et perroquets – 10 ans de journalisme sur le 11-Septembre », visible sur www.epouvantails.net

# LA STRATÉGIE DE LA TENSION, HIER ET AUJOURD'HUI

Daniele Ganser

Après les attentats terroristes du 11 septembre 2001, les chercheurs d'Europe et de ma Suisse natale qui s'intéressent aux détails de ce phénomène attendaient avec impatience l'enquête officielle états-unienne sur ce crime. La plupart d'entre eux avaient immédiatement réalisé que ces attentats terroristes contre les États-Unis auraient des implications considérables pour l'Europe et le reste du monde, et devaient par conséquent être étudiés en détail. Lorsque le Rapport de la Commission sur le 11-Septembre (également appelé le Rapport Kean-Zelikow) fut enfin publié en juillet 2004 – soit presque trois ans après les attentats du 11-Septembre – de nombreux chercheurs en histoire contemporaine et en relations internationales espéraient y trouver le récit complet et définitif du 11-Septembre.

Cet espoir fut brisé quelques mois plus tard avec la publication d'*Omissions et manipulations de la Commission d'enquête sur le 11-Septembre* de David Ray Griffin. « *Je pense*, écrivait Griffin, *que bien des lecteurs seront outrés par le nombre très élevé des omissions et par l'ampleur des manipulations.* » Certains chercheurs européens qui s'intéressent au 11-Septembre se sont bornés à lire 571 pages du rapport officiel sur le 11-Septembre et, en raison d'un manque de temps ou d'intérêt, se sont contentés du récit que proposait celui-ci. D'autres, qui ont investi davantage de temps et d'énergie et qui ont épluché aussi les 351 pages de critique proposée par Griffin, s'en sont trouvés très perturbés.

Cette division assez malheureuse persiste encore aujourd'hui. Le premier groupe, composé de ceux qui n'avaient lu que le rapport Kean-Zelikow, demeurait persuadé que l'administration Bush-Cheney et le rapport officiel Kean-Zelikow — qui avait, en gros, confirmé la version officielle — établissait la vérité. Le deuxième groupe ne pouvait s'empêcher, après la lecture de l'analyse de Griffin, d'être stupéfait, comme ce dernier l'avait prédit, par l'audace des omissions et des manipulations. Pour ce deuxième groupe, dans lequel je m'inclus, le rapport Kean-Zelikow présentait des déficiences et des déséquilibres tellement graves qu'il ne pouvait en aucun cas être accepté comme un récit exact de ce qui s'est réellement passé le 11-Septembre.

Le simple fait d'être conscient que le rapport Kean-Zelikow est déficient ne permet pas de comprendre immédiatement ce qui est réellement arrivé le 11-Septembre. Ce crime nécessite donc une enquête plus approfondie de la part de chercheurs du monde entier — une enquête urgente, devrait-on ajouter, étant donné les conséquences importantes des attentats du 11-Septembre ces dernières années. Cette situation a obligé tous ceux d'entre nous qui se spécialisent dans les guerres secrètes à retourner aux faits bruts du 11-Septembre — une nébuleuse de faits, à vrai dire — afin de déterminer quelle est la théorie qui explique le mieux le 11-Septembre.

Cet article ne prétend pas expliquer ce qui est réellement arrivé le 11-Septembre. Il ne présente pas davantage toutes les informations contradictoires actuellement disponibles au sujet du 11-Septembre. En réalité, il ne traite que des guerres secrètes à l'époque de la Guerre froide, car c'est là que l'on trouve les prémices les plus éclairantes.

## LA PERTINENCE DE L'HISTOIRE DES GUERRES SECRÈTES

Les gens ordinaires qui n'ont qu'une connaissance limitée de l'histoire des guerres secrètes ont trouvé excessivement choquant d'envisager que le gouvernement états-unien aurait pu laisser se produire les attentats du 11-Septembre, ou a fortiori participer activement à leur organisation. Pour quelle raison, se sont-ils demandés, un gouvernement, quel qu'il soit, aurait-il attaqué sa propre population ou, de manière somme toute aussi criminelle, délibérément permis à un groupe étranger d'exécuter une telle attaque ? Si les dictatures cruelles, comme le régime de Pol Pot au Cambodge, sont connues pour ne pas avoir respecté la vie et la dignité de leurs citoyens, une démocratie occidentale ne commettrait pour sa part jamais un tel abus de pouvoir. Et si des éléments criminels au sein d'une démocratie occidentale, en Amérique du Nord ou en Europe, avaient commis un tel crime, les élus ou les médias ne le découvriraient-ils pas et ne le dénonceraient-ils pas aussitôt ? Est-il imaginable que des éléments criminels au sein d'un gouvernement puissent commettre des opérations terroristes contre des citoyens innocents qui financent ce même gouvernement par le biais des impôts qu'ils paient chaque année ? Personne ne s'en apercevrait-il ? Il s'agit là de questions douloureuses, même pour des chercheurs qui se spécialisent dans l'histoire des guerres secrètes. Mais en réalité, il existe des exemples historiques de telles opérations mises en œuvre par des démocraties occidentales.

Dans cet article, je présente les données académiques les plus récentes au sujet des guerres secrètes à l'époque de la Guerre froide. Elles démontrent indubitablement qu'il existe bel et bien une stratégie militaire secrète qui vise les populations au moyen du terrorisme. Elle s'appelle « stratégie de la tension », et elle a été mise en pratique, répétons-le, par des démocraties occidentales.

## LA STRATÉGIE DE LA TENSION

La stratégie de la tension – notion peu connue du grand public – prend essentiellement pour cible les émotions du grand public et vise à répandre autant que possible la peur en son sein. Un attentat ter-



Illustration: Anne Brugy

roriste dans un lieu public, comme une gare ferroviaire, un marché ou un bus scolaire, est la technique typique par laquelle est mise en œuvre la stratégie de la tension. Après l'attentat — et c'est là un élément crucial — les agents secrets qui ont perpétré le crime en font porter la responsabilité à un adversaire politique en dissimulant certaines preuves et en en fabriquant d'autres.

Il faut bien noter que les cibles de la stratégie de la tension ne sont pas les morts et les blessés des attentats terroristes, comme on pourrait le penser. Les véritables cibles sont les adversaires politiques, qui sont discrédités par l'attentat, et ceux qui ne sont pas personnellement atteints mais qui se mettent à craindre pour leur vie et celle de leurs proches. Vu que l'objectif de la stratégie consiste à discréditer des adversaires et à répandre la peur, les véritables cibles ne sont pas les personnes tuées, qu'elles soient des dizaines ou même des milliers, mais plutôt les millions de personnes qui survivent sans blessures physiques, mais avec un stress émotionnel.

La stratégie de la tension participe de ce qu'on appelle la « guerre psychologique ». Comme l'indique le terme, cette forme de guerre ne s'attaque pas aux corps humains, aux chars, aux avions, aux navires, aux satellites ou aux habitations en vue de les détruire, mais aux consciences humaines, aux esprits humains. Si un groupe peut avoir accès à nos pensées et à nos sentiments sans que nous nous en apercevions, il peut exercer sur nous un grand pouvoir. Cependant, lorsque nous nous rendons compte que nos consciences se font manipuler par la guerre psychologique, cette technique perd une partie de ses effets.

Les meilleures données historiques disponibles aujourd'hui au sujet de la stratégie de la tension viennent d'Italie, où des juges, des parlementaires et des universitaires continuent à unir leurs efforts pour comprendre et décrire cette stratégie secrète.

## LE JUGE CASSON ET L'ATTENTAT DE PETEANO

Le juge italien Felice Casson a redécouvert cette stratégie lors de son enquête qui revenait sur un certain nombre d'attentats terroristes qui avaient frappé l'Italie dans les années 1960, 1970 et 1980. D'après Casson, le cas historique le mieux étayé dans lequel fut utilisée la stratégie de la tension a eu lieu dans le village italien de Peteano. C'est à cet endroit que, le 31 mai 1972, trois membres des Carabinieri (la gendarmerie italienne) furent amenés, suite à un coup de fil anonyme, à inspecter une Fiat 500 abandonnée et furent tués par l'explosion d'une bombe lorsqu'ils ouvrirent le capot de la voiture. Pendant de longues années, cet attentat terroriste fut attribué aux Brigades rouges, une organisation terroriste de gauche en Italie. Mais lorsque Casson rouvrit l'affaire, il découvrit que c'était le néofasciste catholique Vincenzo Vinciguerra, un militant anticommuniste, qui avait perpétré ce crime.

A sa grande surprise, Casson découvrit également que Vinciguerra n'avait pas agi seul, mais qu'il avait été protégé par des membres des services de renseignements militaires italiens. Lors de son procès en 1984, Vinciguerra confirma qu'il lui avait été relativement facile de s'échapper et de se cacher, car une proportion importante de l'appareil de sécurité italien, renseignements militaires compris, partageait ses convictions anticommunistes et avait donc tacitement soutenu des crimes qui discréditaient la gauche italienne et en particulier le Parti communiste, très influent à l'époque. Vinciguerra se souvenait qu'après l'attentat, « *tout un mécanisme s'était mis en action… Les Carabinieri, le ministère de l'Intérieur, les services douaniers, et les services de renseignements civils et militaires acceptaient le raisonnement idéologique qui sous-tendait cet attentat.* » Suite à ce crime, les dirigeants du service des renseignements militaires ainsi que des politiciens avancèrent que le « danger communiste » justifiait une augmentation des budgets militaires et une réduction des libertés civiles dans l'intérêt de la sûreté de l'État. Ainsi, la stratégie de la tension telle qu'appliquée lors de l'attentat de Peteano répandit la peur dans toute l'Italie, discrédita un adversaire politique, et permit la mise en œuvre d'une politique de sécurité conservatrice. L'efficacité de la manœuvre tenait notamment au fait que personne ne savait à l'époque que les services de renseignements eux-mêmes avaient soutenu le crime.

Peteano n'est pas une tragédie isolée en Italie, mais s'inscrit dans une longue série d'attentats terroristes qui ont commencé le 12 décembre 1969, lorsque quatre bombes explosèrent dans des lieux publics de Rome et de Milan, tuant 16 civils innocents et en blessant 80. Après ce massacre, le service de renseignements militaires italien déposa des pièces servant à confectionner des bombes dans la villa du célèbre éditeur gauchiste Gianfranco Feltrinelli afin d'attribuer les attentats aux communistes et à d'autres membres de l'extrême-gauche. Ce n'est que des années plus tard que l'on apprit que Feltrinelli n'avait rien à voir avec ce crime, et que c'était en réalité l'extrême-droite italienne qui avait perpétré cette atrocité afin de promouvoir la stratégie de la tension. Mais l'attentat le plus meurtrier et le plus mémorable dans cette série fut sans conteste celui de la gare de Bologne, le 2 août 1980, dans lequel 85 personnes laissèrent la vie et qui en blessa plus de 200 autres.

Le but de ces attentats, expliqua après son arrestation Vincenzo Vinciguerra, était simple : « i*l s'agissait de faire en sorte que le public italien se tourne vers l'État afin de lui demander plus de sécurité. C'est la logique politique derrière tous les massacres et attentats qui demeurent impunis, car l'État ne peut pas se condamner lui-même ou se déclarer responsable de ce qui est arrivé.* »

Étonné de découvrir, dans le cadre de son enquête, le soutien qu'avaient apporté à des entreprises criminelles des membres du gouvernement et des services secrets italiens, le juge Casson décida de mener l'enquête jusqu'au bout. En 1990, ayant obtenu la permission de fouiller les archives des renseignements militaires italiens, il fit une découverte sensationnelle : une armée secrète, mise sur pied après la Seconde Guerre mondiale par les renseignements militaires italiens en collaboration avec la CIA, et étroitement liée à l'OTAN, existait sous le nom de code « Gladio ». Censée préparer la résistance en cas d'invasion soviétique, cette armée secrète cherchait également à manipuler le jeu politique italien au détriment des forces de gauche, et ce au moyen d'opérations secrètes, souvent sanglantes. L'opinion publique s'indigna et l'affaire Gladio, qui allait s'étendre à tous les pays européens membres de l'OTAN, était lancée. Il s'avéra qu'à l'instar de Gladio en Italie, de tels réseaux dits « stay-behind » existaient en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale dans douze pays membres de l'OTAN et quatre pays neutres. Chacun de ces réseaux rassemblait entre quelques dizaines et quelques centaines de personnes.

## LA STRATÉGIE DE LA TENSION EN BELGIQUE

Le soir du 7 novembre 1990, le ministre socialiste de la Défense, Guy Coëme, annonça à l'opinion publique ébahie qu'une armée secrète liée à l'OTAN avait existé en Belgique durant la Guerre froide. Il

ajouta : « *je souhaite savoir s'il existe un lien entre les activités de ce réseau secret et la vague de crimes et de terrorisme qu'a endurée notre pays aux cours des années passées.* » En effet, entre 1983 et 1985, la Belgique avait été secouée par les fameuses tueries du Brabant wallon, qui avaient fait au total 28 morts et de nombreux blessés, et qui avaient terrorisé le pays. Il s'agissait d'attaques organisées avec un sang-froid et une précision militaires, notamment contre des supermarchés de l'enseigne Delhaize. A chaque fois, quelques tueurs masqués tiraient à bout portant sans discrimination aucune, et sans se préoccuper d'amasser un butin digne de ce nom. Les tueurs n'hésitaient pas non plus à tirer sur des policiers, voire même à les provoquer ou à attendre leur arrivée afin de leur tendre une embuscade. Les auteurs de ces tueries n'ont jamais été identifiés, et l'enquête reste ouverte à ce jour.

Pour vérifier d'éventuelles correspondances avec certains suspects des tueries du Brabant, les membres de la commission du Sénat chargée de faire la lumière sur les activités du réseau stay-behind en Belgique exigèrent que les chefs identifiés des deux principales branches du réseau en Belgique leur fournissent les noms, voire simplement les dates de naissance des membres de l'armée secrète. Cependant, ils se heurtèrent à un mur de refus, malgré toutes les pressions qu'ils exercèrent. Albert Raes (directeur de la Sûreté de l'État entre 1977 et 1990, et chef du STC/Mob, la branche logistique du réseau belge) et le lieutenant-colonel Bernard Legrand (patron du renseignement militaire belge et chef du SDRA8, branche opérationnelle de l'armée secrète en Belgique) restèrent muets, malgré la fermeté des injonctions des ministres de la Justice et de la Défense, leurs supérieurs hiérarchiques respectifs, et au mépris de toutes les règles démocratiques et de la loi.

## CONCLUSION

Les deux principaux arguments contredisant l'idée que les attentats du 11-Septembre auraient été influencés par le gouvernement états-unien et son appareil militaire, que ce soit de manière active ou passive, sont des arguments a priori. Le premier est que des gouvernements occidentaux civilisés en général, et le gouvernement états-unien en particulier, ne se rendraient jamais coupables d'un crime aussi odieux. L'autre principal argument a priori est que si les attentats du 11-Septembre avaient été exécutés par des forces intérieures au gouvernement états-unien, ce fait ne pourrait pas avoir été tenu secret pendant tout ce temps. Les informations contenues dans ce texte démontrent que ces deux arguments sont, au mieux, extrêmement douteux.

**Daniele Ganser**
Historien, directeur du Swiss Institute for Peace and Energy Research (SIPER), Bâle

# LE 11 SEPTEMBRE ENTRE MYTHE ET GRAND RÉCIT

## ANCIPENSEUR NESENTVENTRE ANGSOC [1]

Michel Weber

Lorsque l'on pense au onze septembre, il faut d'abord, historiquement, se souvenir d'Allende et du martyr du peuple chilien (1973). Il faut ensuite rendre hommage aux victimes du 11-Septembre (2001) et tout particulièrement saluer la détermination avec laquelle de nombreux citoyens US-américains ont depuis résisté à la terreur qui s'est levée sur leurs vies et sur le monde. On peut encore reprendre les questions factuelles ; elles sont amplement évoquées dans d'autres contributions de ce numéro spécial. Enfin, le philosophe que je suis pourra être tenté par une analyse sémiotique de l'événement lui-même. Elle cherchera à montrer à la fois ce qui unit le 11-Septembre aux figures narratives connues — le mythe, la religion historique et le grand récit nationaliste — et ce qui le sépare de ces canevas sociopolitiques classiques.

Toute communauté, et *a fortiori* toute société, requiert un récit fondateur pour assurer sa cohésion (son homéostasie) et rendre possible l'existence individuelle de ses membres, voire favoriser leur émancipation personnelle. Ce récit sera dit *culturel* s'il permet à la fois la solidarité et l'individuation, c'est-à-dire s'il opère une alchimie somme toute mystérieuse entre deux exigences possiblement contraires mais jamais contradictoires. Lorsqu'il est intégré par chacun des membres de la communauté, tous évoluent à l'unisson, les existences individuelles et la dynamique collective sont harmonisées entre elles et avec la nature ; de plus, toutes deux possèdent alors un sens (une signification) et une direction (un but).

On parle volontiers, dans la vulgate contemporaine, de la « main invisible » chère à Adam Smith ; c'est bien à un tel phénomène que la culture se réfère (raison pour laquelle Chomsky traite parfois Smith de socialiste libertaire).

La lecture proposée ici est essentiellement orwellienne. Faute de temps, elle n'exploitera pas les acquis de l'œuvre de Victor Klemperer, d'Éric Hazan, d'Hannah Arendt ou de Naomi Klein. Rappelons quand même que la *Stratégie du choc* (2007) rend manifeste la corrélation qui existe entre l'instauration de la « démocratie de marché », la guerre économique (menée contre l'État, la société civile et les individus eux-mêmes), le terrorisme d'État (enlèvement, torture, assassinats) et certaines pratiques psychiatriques.

## LE MYTHE

L'humanité a tout d'abord fondé le monde en recourant au mythe. Dès l'émergence de la « pensée sauvage », elle a rendu son univers intelligible et habitable à l'aide d'un récit culturel mythologique. Le propre du mythe est d'être *uchronique* : la culture mythologique repose en effet sur un compte rendu de ce qui s'est passé « à l'époque » (« in illo tempore ») de la création. En d'autres termes, les événements fondateurs ne sont pas accessibles directement ; ils ne peuvent qu'être réactualisés à travers un rituel approprié qui repose sur (et entretient) la mémoire collective.

Force est de constater que la fondation mythologique du monde est très efficace et qu'elle permet à la fois de renforcer la solidarité et de respecter l'individuation de chacun. Lorsqu'il contraste société-horloge (traditionnelle) et société-vapeur (industrielle), Claude Lévi-Strauss insiste sur le caractère foncièrement démocratique de la société-horloge qui cherche à obtenir rituellement l'unanimité avant toute prise de décision.



Illustration: Elise Wilk

## LA RELIGION HISTORIQUE

L'émergence des religions historiques répond au même besoin fondateur. Le récit religieux qui s'enracine dans la tradition abrahamique n'est toutefois pas uchronique mais *chronotopique*: on peut (devrait pouvoir) le situer dans l'espace et dans le temps. Abram, Jésus et Mohammed sont (prétendent être) des personnages historiques et les cérémonies religieuses idoines font participer les fidèles à cette histoire sacrée.

Le récit religieux est également historique dans un deuxième sens: la fondation du monde est rapportée à un événement divin qui est appelé à avoir une fin (un «eschaton»). Or, cette eschatologie présuppose une histoire du salut et chaque individu est de fait invité à progresser moralement et spirituellement.

## LE GRAND RÉCIT NATIONALISTE

Le grand récit nationaliste s'inscrit dans le même contexte culturel: donner un sens et une direction à un groupement humain donné. Il émerge au moment où les sociétés préindustrielles éprouvent le besoin d'adosser leurs existences à un récit qui ne soit plus explicitement ni mythologique ni religieux — ce qui ne serait ni scientifique ni politiquement adéquat. Il s'agit cette fois d'une utopie au sens où le récit nationaliste crée une communauté et un territoire imaginaires; le grand récit constitue le social en réécrivant l'histoire afin de déterminer des éléments d'appartenance «objectifs». Pour ce faire, il part volontiers d'un traumatisme initial (comme la bataille de Poitiers) et instaure un populisme culturel en inventant de toutes pièces des traditions «folkloriques», homogénéisant au passage les mœurs.

L'émergence du récit nationaliste a lieu après la guerre de Trente Ans qui, conduite sous bannières religieuses, ravage l'Europe de 1618 à 1648. La conclusion des Traités de Westphalie en 1648 entérine l'affaiblissement du pouvoir impérial en favorisant les droits des États et, en particulier, en réaffirmant la liberté religieuse. Les Traités posent trois principes fondamentaux qui présupposent l'égalité juridique entre les États-nations: la souveraineté absolue de l'État-nation et donc le droit à l'autodétermination politique; le respect des traités internationaux; et la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États. L'espoir d'une Paix perpétuelle se dessine alors chez les penseurs les plus hardis. De fait, les Traités de Westphalie permettront la stabilisation relative de l'Europe mais ils ouvriront par contre la porte à l'impérialisme: l'exercice de la souveraineté dépendant de la constitution d'un territoire sous forme d'État-nation, les contrées qui ne possèdent pas cette forme juridico-politique seront considérées sans maître…

## LA TERREUR

Historiquement, le genre humain a donc exploité trois formes principales de construction sociocommunautaire: le mythe, qui, respectueux à la fois de la solidarité du groupe et de l'individualité de ses membres, s'avère culturellement très efficace; la religion historique, qui scelle le groupe mais détermine les individus; et le récit nationaliste, qui opère de même en désacralisant le cadre politique.

Le grand récit *dystopique* (c'est une utopie à l'envers, une utopie du pire) qui fait suite au 11-Septembre pourrait certes être lu en continuité avec ces modalités narratives: la dimension (hyper-)nationaliste états-unienne est tout d'abord frappante, à la fois au niveau interne et du point de vue du néocolonialisme qui en découle (notons l'oblitération de l'esprit des Traités de Westphalie); puis vient l'évidente sacralisation d'un chronotope particulier (New York, le 11 septembre 2001); et enfin la dimension mythologique, au sens péjoratif du terme, que ne tardèrent pas à prendre les récits officiels sur et autour du 11-Septembre. De proche en proche, ce sera bientôt la totalité de la planète qui en subira l'emprise, chacun se réclamant de sa terreur à lui.

Mais une telle lecture continuiste passerait à côté de l'aspect révolutionnaire (ou plutôt contre-insurrectionnel) du récit de la Terreur. L'essentiel est ailleurs: il faut questionner l'applicabilité et la cohérence du récit. D'une part, chaque mode narratif possède une applicabilité particulière qui est déterminée par les contingences socio-historiques et par une visée implicite: radicalement culturelle pour le mythe des communautés «premières» et principalement solidarisante pour la religion et l'État-nation. D'autre part, chaque mode possède une cohérence particulière. Ce dernier critère s'avère être le principal et on observe une dégradation historique du degré de cohérence des grands récits fondateurs. Le récit mythologique possède la plus grande cohérence en raison des catégories qui sont engrenées et des libertés qui sont prises avec la consistance logique (en gros avec le principe de non-contradiction). Le récit officiel du 11-Septembre est, quant à lui, simplement totalement incohérent et contradictoire et son applicabilité devrait être, par conséquent, nulle. D'où lui provient donc sa redoutable efficacité politique? Et pourquoi n'est-il que très peu remis en cause?

Pour le comprendre il faut expliciter la visée du récit de la terreur post-11-Septembre. Il ne s'agit plus simplement de promouvoir la névrose de la «guerre de tous contre tous»; c'est la psychose de la «guerre de soi contre soi» qui est imposée. Orwell a avantageusement remplacé Hobbes. L'expression «démocratie de marché» nous indique les deux racines du désastre, telles qu'elles furent identifiées précocement par Tocqueville et finalement par Orwell lui-même.

Tocqueville publie *De la démocratie en Amérique* en 1835; il est bien au fait du contexte de la révolution US-américaine (1786), de la révolution française (1789), de la Terreur (1793), des circonstances de l'avènement de Napoléon Bonaparte (1799) et donc de la fragilité de l'idéal démocratique. Si on fait l'impasse sur son apologie de l'Ancien Régime et de l'impérialisme occidental, on ne peut que reconnaître la valeur de sa critique des dangers de la démocratie représentative. La vie humaine ne vaut la peine d'être vécue que dans un contexte culturel digne de ce nom; sans lui, solidarité et individuation restent lettre morte. Or, dans une société où l'intérêt particulier prime sur l'intérêt général, la solidarité est remplacée par l'absence de liens (l'atomisme) et l'individuation par la standardisation économique (le matérialisme) et intellectuelle (l'opinion du plus grand nombre prévaut) — c'est-à-dire le conformisme. Le danger qui se dessine derrière la guerre (économique) de tous contre tous n'est autre que la servitude, le «despotisme doux».

C'est somme toute la conclusion que Thomas Hobbes exploitait déjà en 1651 à la suite de la guerre civile anglaise de 1642–1651. Elle sera idéalisée par Adam Smith (*The Wealth of Nations*, 1776), et puis rafraîchie dans un contexte stalinien par Hayek (*The Road to Serfdom*, 1944). Comme le pressent Leo Löwenthal à l'occasion d'une analyse de la politique génocidaire nazie [3], les prémisses sont exactement les mêmes: la déstructuration que la «démocratie» fait subir à la vie communautaire correspond point pour point à celle qui est exigée par le «divin marché». D'où la conclusion qu'il annonce dès l'abord: la terreur fasciste est profondément enracinée dans l'esprit technoscientifique occidental et plus particulièrement dans «le marché de concurrence pure et parfaite» voulu par Hayek. Pour Löwenthal, comme pour Orwell quelques années plus tard, penser devient un crime stupide (cf. «crimethink» vs «crimestop») et les clones doivent se réfugier dans une stupeur protectrice, dans un coma moral (cf. la «protective stupidity») [4].

## SAVOIR SANS SAVOIR

La question rebondit alors: comment la Terreur plonge-t-elle exactement les clones dans la stupeur? La réponse d'Orwell est connue: la pratique de la double pensée («doublethink») pousse chaque clone dans les rets de la psychose et permet au Parti de contrôler la réalité, ni plus ni moins. Il lui faut savoir et ne pas savoir, être conscient de la vérité absolue de ses propos politiquement corrects tout en l'élaborant à partir de mensonges complexes; il doit pouvoir oublier ce qu'il est nécessaire d'oublier tout en ayant la faculté de s'en souvenir si besoin est… On quitte bien le domaine de la simple dissonance cognitive pour entrer de plain-pied dans la sphère de la psychose. En comparaison, le remplacement du récit culturel de l'harmonisation de la solidarité et de l'individuation par le récit de la guerre des clones fait figure d'aimable plaisanterie névrotique. Ce n'est pas par hasard qu'Orwell parle de folie planifiée («controlled insanity») et de l'impératif de la torture comme moyen d'exercer le pouvoir politique.

Or le 11-Septembre nous offre deux exemples complémentaires d'injonction psychotique. Premièrement, l'interprétation absurde de ce qui est visible: depuis les années cinquante, la grande majorité des occidentaux connaissent la signature visuelle de la démolition contrôlée, qui est utilisée systématiquement dans les pays de grande obsolescence programmée; on exige (sans exiger) qu'ils

> « Il lui faut savoir et ne pas savoir, être conscient de la vérité absolue de ses propos politiquement corrects tout en l'élaborant à partir de mensonges complexes; il doit pouvoir oublier ce qu'il est nécessaire d'oublier tout en ayant la faculté de s'en souvenir si besoin est… »

ignorent (sans le pouvoir vraiment) ce savoir empirique. Deuxièmement, l'hallucination forcée de ce qui est invisible: alors que *rien* n'est discriminable dans la vidéo qui a été rendue publique, le citoyen est (et n'est pas) prié d'y découvrir le visage horrifié des passagers d'un Boeing en perdition.

Tout est dit, mais il demeure expédient de s'en remettre à certains acquis de la psychologie sociale pour obtenir une vision stéréoscopique de la Terreur. Cette discipline excelle en effet dans l'étude expérimentale des deux champs principaux qu'elle distingue soigneusement: le conformisme et l'obéissance à l'autorité.

Un individu conforme cède (souvent inconsciemment) à la pression de ses pairs (qui n'est pas explicitée). Pourquoi? On distingue deux cas de figure: l'influence normative (cultiver le sentiment d'appartenance à un groupe: voir les expériences d'Asch de 1951) et la lacune informationnelle (pallier un manque de connaissance: voir les expériences de Sherif de 1935). Il demeure saisissant de voir avec quelle facilité un individu peut ignorer ce que ses sens lui apprennent et renoncer à son libre arbitre afin de ne pas briser le consensus du groupe — un consensus créé de toutes pièces par Asch afin, précisément, de mettre en évidence ces absurdités.

L'individu obéissant accepte (consciemment) l'autorité d'un supérieur qui s'exprime univoquement par une injonction. Pourquoi ? Par souci de coopération (en l'absence de coercition : voir les expériences de Milgram de 1963) ou par peur (lorsqu'il y a menace de recours à la punition : voir les expériences de Zimbardo de 1971). Ces expériences montrent qu'un individu lambda, bon père de famille, peut (très) facilement être poussé au meurtre par un supérieur revêtu d'une autorité « scientifique ».

La « folie planifiée » d'Orwell est d'un autre ordre : elle est le produit d'une demande qui est et *n'est pas* explicite. Il ne s'agit plus simplement d'entretenir un sentiment d'appartenance ou d'éviter la punition : le sujet est pris dans la toile du pouvoir et seule la folie lui permet d'ignorer (tout en en étant parfaitement conscient) qu'il est susceptible d'être digéré vivant par un « prêtre du pouvoir », qui ne le régurgitera qu'avant de l'exécuter.

## L'ABSURDITÉ EFFICACE

En conclusion, ce que la psychologie expérimentale nous apprend du conformisme permet de comprendre les prémisses de la Terreur, pas son mécanisme psychotisant. On distingue en effet la pure et simple acceptation (« compliance » : accepter l'opinion du groupe sans pour autant modifier son jugement personnel), de l'internalisation (le sujet est persuadé que le groupe a raison) et de l'identification (l'absence d'arrière-pensées). Les expériences d'Asch sont particulièrement éclairantes pour deux raisons. D'une part, on y voit à l'œuvre la pression du groupe ; d'autre part, on a montré que cette volonté de conformisme varie avec le contexte politique (le McCarthysme sévissait en 1950–1956). Sous la pression du groupe, un individu est susceptible de refuser de valider ses perceptions et de renoncer à son bon sens, sans parler de son jugement critique.

Mais le récit du 11-Septembre ne fonctionne que grâce à la synergie qui est établie entre la volonté désespérée d'être conforme et l'acceptation inconditionnelle — sous peine d'ostracisme mais aussi d' « évaporation » à Guantanamo ou ailleurs — des injonctions explicites des supérieurs. Dans quelle situation se trouve le citoyen lambda qui visionne des vidéos qui ne montrent *aucunement* ce que le commentaire « autorisé » annonce ? Il sait — ce n'est même pas un pressentiment — qu'il s'agit d'un mensonge et que l'autorité *ne peut* lui mentir. L'efficacité du récit de la Terreur est de forcer le citoyen à entretenir un tel rapport psychotique avec la « réalité ». L'oligarchie dispose alors d'une carte blanche pour accumuler les politiques insensées. Elle annoncera une guerre sans fin « contre la terreur » qui pourra devenir à l'occasion « humanitaire », elle ne s'exprimera plus que par oxymores, s'auto-décernera le Nobel de la paix, commanditera des apologies hollywoodiennes de la torture, etc. Plus l'absurdité sera *criante*, plus elle sera *efficace*, c'est-à-dire paralysante. La nature ultime de l'exercice du pouvoir devient enfin palpable pour celui qui peut soutenir la vision du père cannibale.

**Michel Weber**

Philosophe, auteur notamment de *De quelle révolution avons-nous besoin ?,* Éditions Sang de la Terre, Paris, 2013

(1) Oldthinkers unbellyfeel Ingsoc. (Nineteen Eighty-Four [1949], Penguin, 2003, p. 348) « Ancipenseur nesentventre Angsoc. La traduction la plus courte que l'on puisse donner de cette phrase en ancilangue est : "Ceux dont les idées furent formées avant la Révolution ne peuvent avoir une compréhension pleinement sentie des principes du Socialisme anglais." » (1984, Traduit de l'anglais par Amélie Audiberti, Paris, Gallimard, 1950, p. 428)

(2) Georges Charbonnier, Entretiens avec C. Lévi-Strauss, Paris, Julliard et Plon, 1961, pp. 35-48.

(3) Leo Löwenthal, « Terror's Atomization of Man », Commentary 1, 1945/1946, pp. 1-8.

(4) « Dans son essence, le système terroriste contemporain revient à l'atomisation de l'individu. […] L'individu terrorisé n'est jamais seul et toujours seul. Il devient insensible et rigide pour ses pairs mais également pour lui-même ; la peur l'empêche de réagir spontanément, que ce soit émotionnellement ou intellectuellement. Penser devient un crime stupide mettant en danger sa propre vie. En conséquence, la stupidité se répand inévitablement comme une maladie contagieuse. Les êtres humains vivent dans un état stuporeux que l'on peut qualifier de coma moral. » (Löwenthal, op. cit., p. 2)

# INSIDE JOB ? WHO CARES ?

La question du 11-Septembre divise, et brouille de nombreux repères politiques et idéologiques. Lorsque Noam Chomsky, le dissident anti-impérialiste sans doute le plus écouté au monde, a entériné la version des faits présentée par les autorités américaines, beaucoup y ont perdu leur latin. Et lorsqu'en Europe, la gauche de la gauche lui a emboîté le pas, de nouveaux clivages se sont dessinés autour de cette question, avec l'apparition d'intellectuels droitistes qui, eux, s'emparaient sans complexe de l'affaire. Pour remonter près de la source et comprendre le désintérêt, voire l'appréhension de la gauche face à cette question, Kairos a rencontré **Jean Bricmont**, physicien et intellectuel anti-impérialiste. Considéré souvent comme le porte-parole de Chomsky en Europe (ce dont il se défend), sa pensée est néanmoins très proche de celle du célèbre linguiste.

**Kairos : La première fois que j'ai entendu Noam Chomsky évoquer le 11-Septembre, parlant d'une éventuelle complicité américaine, il disait : « Who cares ? » (« On s'en fiche. ») Ce qui m'a interpellé là-dedans, c'est que c'est à travers les livres de Chomsky que j'ai, avec beaucoup d'autres, appris à regarder au-delà des apparences, à reconnaître les opérations sous fausse bannière, comme on les appelle. C'est tout de même lui qui débusque toujours les coups fourrés de l'Histoire. Partagez-vous son avis ?**

Jean Bricmont : Non, ce n'est pas tellement qu'il débusque les coups fourrés. La pensée de Chomsky, c'est quand même une analyse de l'idéologie, ce qui est très différent. Et c'est toujours basé sur des faits officiels. Prenons un exemple qui me touche particulièrement, parce que c'est ce qui m'a marqué politiquement, c'est la guerre du Vietnam. Ça a commencé pour de bon avec le fameux incident du Golfe du Tonkin. Je ne suis pas persuadé que c'était un coup monté des Américains. Peut-être qu'ils ont sincèrement cru être attaqués, mais la question à poser, c'est de savoir si cela légitimait les bombardements. Qu'est-ce qu'ils faisaient si près des côtes vietnamiennes ? Qu'est-ce qu'ils avaient fait depuis 58, ou même depuis le sabotage des accords de Genève ? Pour moi, tout ça, c'est une analyse politique.

Alors si on prend par exemple la guerre en Afghanistan : peu importe qu'il y ait eu attaque extérieure ou coup monté de l'intérieur le 11-Septembre, je ne suis pas d'accord qu'elle soit légitime, et celle en Irak encore moins. Donc cela ne dépend pas du fait de savoir s'il y a eu des complicités intérieures.

**K : D'accord, mais pour beaucoup de gens, ça fait un monde de différence. Et à ce titre-là, si une complicité intérieure était démontrée, ça changerait beaucoup.**

JB : Ça changerait, oui, mais la question est de savoir dans quelle mesure je dois m'y intéresser. Je peux m'y intéresser pour deux raisons. L'une serait purement intellectuelle, mais ce n'est pas le cas ici. L'autre est politique, et là, je pense que l'intérêt politique de cette question est très faible, pour la raison suivante : les 'truthers' du 11-Septembre disent qu'il faut une nouvelle enquête. C'est une revendication concrète, mais qui m'apparaît tout à fait utopique vu que cette enquête serait effectuée par les gens au pouvoir actuellement, qui sont tous d'accord avec la version officielle. Si par miracle, cela arrivait, elle donnerait les mêmes résultats. Donc c'est une revendication qui ne me parle pas, personnellement. La revendication sur laquelle je suis entièrement d'accord avec des truthers et sur laquelle je n'ai aucun problème avec eux, c'est : unissons-nous contre les guerres, qu'elles soient humanitaires ou non. Qui peut le plus, peut le moins : si on était capable de montrer que le 11 septembre est un inside job, alors il me semble qu'on devrait être capable d'arrêter les guerres.

**K : N'est-ce pas ce que Chomsky et ses amis essaient de faire depuis 40 ans, et n'y a-t-il pas eu un énorme recul de ces combats-là à partir du 11-Septembre ? Vous écrivez : « Il serait possible de créer un mouvement en faveur du retrait des troupes étrangères d'Afghanistan (où la guerre est clairement perdue), contre l'extension de l'Otan, ou pour l'arrêt du soutien à Israël. » Depuis combien de décennies est-ce qu'on essaie de faire ça ? Ce combat est-il en progrès ou en recul ?**

JB : Non, moi je pense plutôt que c'est le développement de l'idéologie de l'intervention humanitaire, dans les années 80 et 90, qui a saboté certains efforts à gauche. C'est cela qui joue en Syrie et en Libye, par exemple, ce n'est pas le 11-Septembre. Pour ce qui est du 11-Septembre, ça a été exploité pour faire la guerre en Irak, et là il y a eu une opposition massive, plus importante que jamais.

**K : Et qu'a-t-elle donné ?**

JB : Rien dans l'immédiat. Mais c'est vrai que maintenant, l'impopularité de cette guerre fait que

les Américains se retirent – pas totalement, mais plus ou moins. Et ils hésitent à intervenir massivement en Syrie.

**K: Mais s'il n'y avait pas eu ce mouvement contre la guerre, ils se seraient enlisés malgré tout, non? L'impopularité vient aussi de cet enlisement. Alors à quoi a servi cet énorme mouvement, que vous appelez encore de vos vœux? Il n'a pas empêché la guerre, et il n'a pas favorisé son impopularité.**

JB: C'est comme la guerre du Vietnam, qui n'a pas été arrêtée par le mouvement contre la guerre, mais principalement par les Vietnamiens, les revers militaires. Les guerres ne deviennent vraiment impopulaires que lorsqu'elles tournent mal. Mais d'un autre côté, les opinions changent par rapport à Israël, donc ça a un certain effet. On peut toujours espérer que l'action idéologique a un effet, même si elle n'est pas l'aspect essentiel.

**K: Mais est-ce que les opinions changent grâce à l'action idéologique, ou à cause des excès d'Israël qui deviennent de plus en plus évidents?**

JB: Les deux, et principalement le deuxième. Mais je ne vais pas aller en Israël pour participer à ces excès, et je ne vais pas rejoindre Al-Qaïda en Irak… Je fais ce que je peux. Mais encore une fois, si les gens pensent que c'est plus efficace de se concentrer sur le 11-Septembre, libre à eux de le faire. Moi, je ne le pense pas, en ce qui me concerne. Maintenant, si les gens veulent passer leur temps à me convaincre, je donnerai des arguments pourquoi je n'y crois pas, mais à la limite, pour moi, ce serait plus intéressant de savoir pourquoi je devrais m'y intéresser.

Pas plus que ça ne m'intéresse de savoir ce qui s'est passé réellement lors de Pearl Harbor, ou de l'assassinat de Kennedy, ou d'autres événements inexpliqués dans l'histoire. Prenez Pearl Harbor. On peut dire que ça a été un *game changer*, ça a changé beaucoup de choses. On ne sait toujours pas exactement comment ça s'est passé, s'ils étaient au courant ou non, s'ils ont laissé faire ou non. Mais la guerre est finie, et on ne se préoccupe plus beaucoup de savoir ce qu'il s'est réellement passé. Je pense que ces guerres pourraient se terminer sans qu'on ait résolu la question du 11-Septembre.

**K: Est-ce que vous avez suivi l'évolution du mouvement pour la vérité? Il a beaucoup évolué en plus de dix ans, et ses constats et analyses se sont affinés.**

JB: En général – et contrairement à beaucoup de gens de gauche – j'ai tendance à faire confiance aux experts, sur les OGM, sur le nucléaire,... Étant moi-même scientifique, je sais qu'on ne devient pas scientifique comme ça, et je ne vais pas mépriser tous mes collègues en aéronautique, résistance des matériaux etc.

Il est vrai que je ne me sens pas compétent pour remettre en question ce qu'ils disent. Et je n'aurais jamais étudié le dossier si je n'étais pas fréquemment questionné là-dessus. On a l'impression qu'il y a un acharnement chez les truthers à l'encontre des gens qui ne partagent pas leur croyance ou leur conviction, je dirais presque leur foi. S'ils étaient poursuivis pénalement, comme les négationnistes, le problème de la liberté d'expression se poserait. Ce n'est pas le cas.

**K: Non, mais ils ont l'impression d'une immense chance gâchée.**

JB: Bon, supposons que Chomsky, les gens autour du site antiwar.com, le magazine Counterpunch et moi devenions truthers. Qu'est-ce que ça va changer? Sauf le fait qu'il y a peut-être beaucoup de gens qui utiliseront ça pour nous discréditer.

**K: Ça, c'est une vraie question. N'est-ce pas surtout la peur du discrédit qui dicte ces positions?**

JB: Non, puisque je suis déjà largement discrédité. On me traite régulièrement d'antisémite en raison de mes critiques de la politique des lobbies sionistes. Si je voulais vraiment éviter le discrédit, je resterais dans mon coin et je n'aborderais aucun sujet politique. S'attaquer à des sujets comme les guerres, les lobbies, la liberté d'expression, cela entraîne facilement le discrédit.

Cela dit, il faudrait peut-être que j'étudie la question, mais j'ai l'impression que si je le fais, j'aurai passé énormément de temps à étudier des arguments et des contre-arguments. J'ai quand même encore un boulot. Je suis un individu, pas une organisation, je n'ai pas de site ou de forum, donc je me limite à ce que je crois pouvoir faire.

**K: Mais il y a des gens sérieux aussi dans le mouvement pour la vérité, et ça, vous n'avez pas l'air de le réaliser. Est-ce que vous avez lu les bouquins de Griffin?**

JB: Non. Mais Griffin, il est aussi théologien… A priori, cela ne m'inspire pas confiance.

**K: Il est logicien, aussi. Et philosophe. Et puis ça, typiquement, c'est tirer sur le messager. Regardez ce qu'il a à dire.**



Illustration: Léonore Fresnois

JB : Mais je n'ai pas le temps… ! Vous avez lu Faurisson ?

**K : Non, mais je ne m'intéresse pas à ça.**

JB : Voilà, c'est la même réponse.

**K : Je pense que vous vous intéressez beaucoup à l'impérialisme, à la politique américaine, aux guerres en cours etc. Tous ces sujets sont intrinsèquement liés au 11-Septembre.**

JB : Mais Faurisson vous répondra que les chambres à gaz sont devenues un élément central et idéologique de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, et c'est vrai. Vous demandez à n'importe quel gamin qui va à l'école maintenant ce qu'il retient de la Seconde Guerre mondiale, il vous dira que c'est ça. Pour certains, c'est ce qui fonde toute l'idéologie actuelle des pays occidentaux. Ce n'est pas mon point de vue, mais il y a un parallèle.

**K : Sauf que tous les gens à qui je fais confiance politiquement et idéologiquement, et dans le discours desquels je me retrouve, et même bien au-delà, font partie d'un consensus pour rejeter ses thèses en bloc. La très faible dissidence émane de gens dont le discours, y compris sur d'autres sujets, me révulse. Dans le cas du 11-Septembre, c'est tout différent, il n'y a aucun consensus. Du coup les repères sont brouillés. Chomsky, par exemple, est quelqu'un que j'admire et qui m'a beaucoup appris, mais sur cette question-là, je ne peux pas le suivre. De plus, j'ai l'impression qu'il ne connaît pas le dossier, vous me confirmez que vous n'avez pas lu Griffin ni aucun auteur dissident. Je pense qu'il suffirait de lire 2-3 livres, ça ne prend pas tellement de temps. Vous constateriez la qualité de l'argumentation et la logique.**

JB : J'ai plutôt lu un certain nombre de contre-argumentations, et je pense que cela me prendrait beaucoup de temps d'entrer dans ce débat. Je voudrais aussi vous poser une question : la conspiration, elle implique qui ? Quelques personnes, l'ensemble de l'administration, le FBI ?

**K : A votre tour, expliquez-moi pourquoi, quand on conteste la façon dont sont présentés les faits dans la version officielle, on est tout de suite sommé de livrer un scénario clef sur porte de la façon dont les choses se seraient réellement passées. Si on démontre des impossibilités qui laissent un vide logique, et qui font donc qu'il n'y a plus d'explication et que par conséquent on en cherche une, ça veut dire qu'on doit dire combien il y avait de gens dans la conspiration, et qui c'était ? Griffin est souvent sommé de faire ça, il s'y refuse, et je pense qu'il a tout à fait raison.**

JB : Le problème, c'est que comme physicien, j'ai tendance à penser que les preuves d'impossibilité prouvent un certain manque d'imagination.

**K : Mais il n'y a pas que ça… ! Il y a aussi, à profusion, des faits présentés, qui ont été réfutés, qui ont fait que la version officielle était aussitôt modifiée en une nouvelle version opposée à la précédente. En gros, ils adaptent en permanence leur version à ce qui n'est pas niable.**

JB : C'est aussi ce que dit Faurisson au sujet des chambres à gaz. C'est aussi ce que disent les sceptiques du climat, que les orthodoxes changent leur version sans arrêt en fonction des attaques des hétérodoxes. C'est un phénomène qui revient dans toutes les controverses.

**K : C'est vrai dans les deux sens. Les orthodoxes reprochent les mêmes choses aux hétérodoxes. Notamment d'avoir d'abord des conclusions et d'arranger les faits en fonction. Je pense que c'est symétrique.**

JB : En tout cas, je ne vois pas d'argument-massue en faveur de la conspiration, par contre, je vois des arguments de plausibilité contre elle.

**K : Parlons de la question de la plausibilité d'un inside job, qui vous tient à cœur. Vous dites qu'il faut commencer par examiner la plausibilité. N'est-ce pas un peu inverser la méthode scientifique ? Ne doit-on pas partir des faits bruts avant de se permettre une opinion ?**

JB : Non, la méthode scientifique consiste à commencer par se poser des questions. Prenez la question des miracles, par exemple. Pourquoi les gens ont-ils cessé de croire aux miracles ? Parce que beaucoup de cas ont été expliqués par la science, mais il y en a peut-être quelques-uns qui restent inexpliqués. Et puis on s'est dit : qu'est-ce que c'est que ce dieu qui intervient comme ça, plic ploc, en secret ? Et pourquoi n'y a-t-il pas de jambes qui repoussent ? C'est ça la plausibilité. Mais ce n'est pas que j'ai vraiment étudié tous les cas scientifiques soupçonnés d'être des miracles et que j'ai prouvé que tous pouvaient être expliqués.

Pour le 11-Septembre, il y a le problème de la taille de la conspiration : quelques individus ou presque tout l'appareil d'État, y compris les scientifiques qui ont étudié la question et partagent en gros la version officielle ? Dans le premier cas, pourquoi ne les découvre-t-on pas ? Et le deuxième ne me semble pas plausible.

Il me paraît peu plausible aussi qu'il n'y ait pas de fuites. Vous avez vu l'affaire récente autour de la NSA ? Il y a eu Manning, il y a eu Assange, il y a eu maintenant Snowden. Je pense que le gouvernement américain est conscient de ça, et que tous les gouvernements sont au moins aussi paranos que les citoyens et se disent que tous leurs secrets fichent le camp.

**K : Il y a eu combien de coups fourrés qui n'ont pas été éventés ?**

JB : Moi je crois qu'en général les coups fourrés sont éventés. Donnez-moi des exemples de coups fourrés qui n'ont pas été éventés ?

**K : Mais je ne peux pas, par définition… ! Cela dit, c'est peut-être une majorité. Par exemple : lorsque Gladio a été révélé, c'était par les services secrets italiens eux-mêmes, lorsqu'ils ont transmis à un juge des documents à ce sujet, qu'ils auraient très bien pu garder pour eux. S'ils ne l'avaient pas fait, cette affaire ne serait pas sortie après 40 ans, et on n'en saurait toujours rien.**

JB : Oui, ça c'est vrai.

**K : Dans ce cas, comment pouvez-vous dire qu'il y aurait d'office des fuites ? Si ça se trouve, il n'y a qu'une minorité d'opérations secrètes qui sont un jour connues du public. On n'en sait rien, par définition.**

**Sinon, question plausibilité, il y a beaucoup de gens qui se demandent si la version officielle est si plausible que ça…**

JB : Non, c'est vrai qu'elle est surprenante. C'est surprenant qu'ils soient arrivés à réussir un coup pareil. Mais elle n'est pas aussi peu plausible qu'une conspiration générale, à mon avis.

**K : Mais Griffin est parvenu à faire un livre entier sur toutes les omissions, les distorsions et les manipulations du rapport de la Commission. Il y a beaucoup de choses complètement incohérentes.**

JB : Oui, mais à chaque fait incohérent relevé, il y a des contre-assertions de la part des orthodoxes, et je pense que je pourrais passer ma vie à discuter de qui a raison et qui a tort. Je ne pense pas qu'il y ait des smoking guns, des preuves irréfutables de nature à mettre la version officielle par terre.

Cela dit, on peut très bien critiquer la version officielle sur d'autres points, sans postuler un gigantesque inside job. Il y a des gens avec qui je discute qui acceptent ce que vous appelez la version officielle, mais qui veulent mettre en avant les raisons pour lesquelles les États-Unis ont été attaqués. Et la raison qui revient constamment, c'est de punir le soutien des États-Unis à Israël et aux dictatures arabes, notamment. Les indices sont nombreux, mais ce n'est jamais cette raison qui est retenue dans les discours officiels. Devant la Commission d'enquête, certains agents de la CIA et du FBI ont invoqué cette même raison, mais cela n'a pas été retenu dans le rapport[1]. Un autre point, relevé notamment par Justin Raimundo, un auteur très anti-guerre et très critique de la politique étrangère des États-Unis, c'est le rôle des espions et des soi-disant « marchands d'art » israéliens autour du 11-Septembre [2]. Quand on arrête des types en train d'applaudir à la démolition des tours, quand il y a un bon nombre d'espions israéliens qui sont arrêtés aux États-Unis autour du 11-Septembre puis renvoyés en Israël, quand il y a un certain nombre d'indications qui montrent qu'ils en savaient sans doute plus que ce qu'ils ont dit à leurs chers alliés, il y a de quoi se poser des questions. Alors l'emphase sur les démolitions contrôlées et tout ça, ça détourne l'attention de ce qui me paraît être le véritable problème.

**Propos recueillis par Olivier Taymans**

(1) Voir la vidéo http://www.youtube.com/watch?v=bzYM9ZnWsnk.

(2) Voir son livre, The Terror Enigma : 9/11 and the Israeli Connection.